

I Quaderni di u Cursismu - IV

Pasquale Manfredi

U Secondu Cungressu di i "Stati Generali" di a Corsica

(Bastia 27, 28, 29 Agostu 1935)



SCDU DE CORSE



D 079 129176 6

Aiacciu

Stamparia di A Muvra

1935



A MUVRA

Giurnale di e Pieve di Corsica

38, Corsu Grandval, 38 — Ajacciu

U solu giurnale di Corsica scrittu
in lu nostru maternu dialettu.

Esce a Dumenica

Prezzi d'abbunamentu per un annu.
Corsica. 18 franchi.

Francia e Culunie francesi, 22 fr.

Unione postale, 30 franchi.

Abbunamentu cumulativu:

MUVRA e ALMANACCU di A MUVRA
per l'annu novu

Corsica, 25 franchi.

Francia e Culunie francesi, 29 fr.

Unione postale, 40 franchi.

U SECONDU CUNGRESSU
DI I "STATI GENERALI" DI A CORSICA

I QUADERNI DI U CURSISMU

I — U Partitu Corsu Autonomista. 1 vol.
48 pag. 1 fr.

II — **P. di C.** A. B. C. di Storia di Corsica.
1 vol. 72 pag. cu 20 figure. 1 fr. 50

III — **Pasquale Manfredi.** A Cummemo-
razione di Circinellu. 1 vol. di 48 pag. 0 fr. 50

IV — **Pasquale Manfredi.** U Secondu
Cungressu di i "Stati Generali" di a Corsica.
1 vol. di 96 pag. 2 fr.

178 306 517
I Quaderni di u Cursismu - IV

Pasquale Manfredi

**U Secondu Cungressu di i
"Stati Generali" di a Corsica**

(Bastia 27, 28, 29 Agostu 1935)



Aiacciu

Stamparia di A Muvra

1935

1857

Secondo Congresso di
Genova
1857

L
è
B
cu
a
ti
u
Cr
cu
se
su
l'A

U SECONDU CUNGRESSU DI I "STATI GENERALI" DI A CORSICA

(Bastia 27, 28, 29 Agostu 1935)

Letteratura

U 27 Agostu 1935, a ondici ore, è stata aperta, a u municipiu di Bastia a prima seduta di u secondu cunghressu di i "Stati Generali" di a Corsica (1).

1—Accorsusi a l'ultim'ora di l'intenzioni anti autonomiste di i promotori di u Cunghressu, u P. C. A. avia delegatu Petru Rocca, Yvia Croce e Matteu Rocca, i quali funu iscritti — cu a scusa chi i S. G. unn'eranu che un'assemblea di rappresentanti di cumunità e d'associazioni e non di partiti — cume delegati di l'Accademia cursista ! !

U sgiò Olivari, aggiuntu a u sindaco di a città, ha salutatu i scarssissimi intervenuti (1), poi Lorenzi di Bradi, presidente di i "Stati" ha lettu un longu discorsu inaugurale, chi noi ripruducemu in parte:

«... Tous, ici, messieurs nous sommes unis par un même amour, celui de la petite patrie, cette Corse qui ne sera plus qu'un nid d'aigles au milieu des misères et des ruines. Cet amour doit exclure toute querelle, tout égoïsme, doit étouffer les haines abjectes, destructives de la politique. L'amour de la petite patrie au-dessus de tout ! C'est le sentiment le plus suprême, le plus moral, le lien indestructible, la fusion de toutes les idées, de toutes les forces de tous les esprits comme de toutes les séductions. Il apparaît plus fort, plus immortel, lorsque nous évoquons

1 — Circa 25 delegati e 60 curiosi, più i currispundenti di *Marseille-Matin*, u *Petit Marseillais*, u *Petit Bastiais*, a *Gazette du Lundi*, *A Muvra*, a *Corse Libre*, *L'Echo de la Corse*, u *Courrier de la Corse*.

nos pères, guidés par l'esprit d'indépendance, à travers les siècles, aux prises avec les invasions, les ennemis de la liberté, de la justice, qui voulaient leur imposer une sombre servitude au nom de je ne sais quelle civilisation. Aussi les Corses, qui possèdent réellement cet amour, doivent se détacher, en ce moment surtout, de ce qui ne veut pas réellement la grandeur et la prospérité de notre pays. Or, il faut proclamer cette vérité « L'aliment du génie de notre race est dans l'esprit des Etats généraux de la Corse, tandis que la politique, qu'elle suit dans la nuit, est son poison mortel. »

Dès nos premiers efforts, la politique a voulu nous faire trébucher. Elle a essayé par tous les moyens d'étouffer notre voix. Elle nous a combattus sourdement, hypocritement ou à découvert. Mais le mensonge et la calomnie, si nombreux, si puissants qu'ils soient, ne peuvent empêcher la vérité d'éclater. Elle a déjà éclaté, elle éclatera de plus en plus. On ne peut se passer d'elle ! Elle montre et elle balaie, à la fin, les égoïsmes repus, les plaisirs

honteux des cafés-chantants de la politique qui se congratule dans ses excès de toutes sortes.

Déjà, messieurs, le fardeau des misères se fait sentir lourdement. Nous l'avions prédit. Mais on nous disait : « Tout est bien en Corse. Les Corses s'amuse, n'ont besoin de rien. Ils n'ont même plus le souci du paludisme ! » On se gaussait de nous, injustement, en pure perte, il est vrai. Et voici qu'aujourd'hui, un an après, des cris se font entendre de toutes parts. On nous implore, on nous crie : « Agissez, il n'est que temps ! » Oui, nous avons agi, nous agirons, malgré tous les obstacles que l'on nous opposera et dont nous triompherons. Mais pourquoi ceux qui se lamentent au bord de l'abîme ne sont-ils pas parmi nous ? Écoutez les terribles doléances de ceux qui vivent des produits de la terre corse. Les tristes réalités les étouffent jusqu'à l'étouffement. Les gouffres sont sous leurs pas. Mais, je le répète, pourquoi ne sont-ils pas ici, tous ceux qui souffrent, ont peur du lendemain ? Pourquoi cette ville ne résonne-t-elle

point de leurs pas, de leurs demandes, de leurs représentations ? Manqueraient-ils de caractère, de courage, ou sont-ils les infortunés prisonniers de leurs clans ?

Rien ne sert d'élever la voix isolément, si nombreux qu'on soit. Il faut se grouper pour mieux secouer l'indifférence des pouvoirs publics. Je dis indifférence mais n'est ce pas plutôt dédain, insolence ou injustice ? Vous connaissez le propos d'un inspecteur des finances, représentant le gouvernement à Marseille au cours de la réunion où il y avait pourtant des Corsses : « Nous en avons assez de payer les impôts pour la Corse ! » Ecoutez, le vigneron crie : « Je ne vends pas mon vin, une concurrence étrangère, sans frein, me ruine. Plus de 3 millions de litres de vin importés dans l'espace d'un an ! Mes tonneaux sont pleins et la nouvelle récolte approche. Si l'on ne remédie à un tel état de choses, je serai obligé d'abandonner ma vigne où la dépense dépasse la recette. Alors, que d'ouvriers sur le pavé ! »

Ecoutez l'éleveur crie : « Je ne vends

plus mon bétail ou, si je le vends, c'est avec déficit. Il est concurrencé par les vaches dont on ne veut pas ailleurs. La Corse, c'est le dépotoir ! »

Ecoutez, le laboureur crie : « Je ne vends plus mon blé, mon avoine, mon orge... A quoi bon labourer ! » Et il laisse la terre en friche.

Ecoutez encore... Les fonctionnaires, les retraités, en très grand nombre chez nous et dont les traitements ont été diminués par les récents décrets-lois, dépensent beaucoup moins. Le commerce en pâtit, et la faillite est à sa porte.

Vais-je vous répéter, Messieurs, ce que vous savez ? La Corse est de plus en plus abandonnée. Ses fils la désertent parce qu'ils sont las de la voir si délaissée, si dégarnie du nécessaire. Le coût de la vie y est plus élevé que sur le continent. Le délabrement s'y accentue d'année en année. La plupart des chemins, surtout ceux qui dépendent du département, sont impraticables. Il y a disette d'eau dans certains villages comme on ne peut parvenir dans d'autres qu'à dos de mulet. Si l'on nous

dotés d'un éclairage électrique, il est très coûteux et souvent en panne. Nous avons aussi un réseau téléphonique, mais l'État nous a envoyé tous les vieux appareils mis au rebut. Si une calamité fond sur notre pays, les pouvoirs essaient de la nier pour ne pas endemniser les sinistrés.

Devons-nous être étonnés, Messieurs, de ces perpétuelles injustices ? Non ! Nous sommes désunis et nos cris ne sont pas entendus à cause des divisions qui nous affaiblissent : Tout mouvement, qui a lieu soit en Algérie, soit au Maroc, soit à Madagascar, émeut le gouvernement qui s'empresse de déléguer un ministre pour donner satisfaction à ceux qui l'ont provoqué. Notre désunion est fratricide et son spectacle est odieux.

De tout temps, Messieurs, les majorités, qui se succèdent dans notre Assemblée départementale, ont accablé les minorités au mépris de toute justice et de tout droit. C'est un usage invétéré qui consacre une étrange illégalité, et qu'observe rigoureusement le parti victorieux. Notre assemblée, Mes-

sieurs, n'est pas un grouillement d'appétits, d'intérêts particuliers. Elle ne veut que le bien de la Corse dans l'union de tous les Corses, qui sont égaux devant elle, à quelque parti qu'ils appartiennent.

Les travaux qu'elle se propose d'accomplir ont un même but : *la rénovation de la Corse*. Un esprit unique, un esprit de fraternité, d'amour corse nous anime, nous inspire, et nul souffle ne peut nous abattre. Nous sommes unis, nous resterons unis. Union des cœurs, union des énergies, union dans une puissance morale inaltérable, union dans la vérité ! Tous les esprits sincères, loyaux, tous les Corses qui désirent le relèvement de leur île natale nous comprennent nous suivent, en combattant, visière levée, à nos côtés....

Sous un ciel chargé de nuages, gorgés de foudres, devons-nous garder le silence ? D'aucuns nous conseillaient de nous taire. Nous ne nous taisons pas ! Ne pas élever notre voix, aujourd'hui, serait une inqualifiable lâcheté. Il est des évènements où les

mots sont des actes. Toute parole courageuse, juste, sincère vaut un fait. C'est notre cas. Nous parlons, mais nous sommes prêts à agir sous l'égide de la grande France, pour le grand bien d'une Corse régénérée dans la lumière, sortie des entraves et des ténèbres d'une politique égoïste, cynique.

Messieurs, les États généraux de la Corse continueront, inébranlablement, envers et contre tous, leur action jusqu'à l'aboutissement de leurs légitimes revendications.

Qu'on nous suive ! »

In una tale arringa, ricolma d'inucente velleità, di nuciva negazione, d'imputenza d'azione, l'effettu letterariu appare cume a maggiore preoccupazione di l'autore, u quale, ha avutu l'ardì di presentà i nostr'antenati *“guidés par l'esprit d'indépendance à travers les siècles, aux prises avec les invasions, les ennemis de la liberté, de la justice, qui voulaient leur imposer*

*une sombre servitude au nom de
je ne sais quelle civilisation*"
evocazione, a a quale, senza teme
publica reprobazione, u sgiò Lorenz
di Bradi dà, cume mostruosu corol
lariu chi i **S. G.** sò pronti ad ag
" *sous l'égide de la Grande Fran
ce* ".

Sfiducia

U dopu mezzioru, u culunnell
Rossi, vice presidente, rinforza l'im
pressione di fiacchezza — per un
peghiu — dicendu, frà altru, chi
pianu "totalitariu" di i **S. G.** er
statu trasmessu per esame a u Cur
sigliu Generale; ch'ell'era justa
sullecità l'eletti cantunali, i qual
farianu valè e rivendicazioni di
populu corsu.

Un si pudia, in miglior mod
cunfermà u seguente manifestin

distribuitu da i cursisti : (1)

« **Bastiesi !**

I forusciti di i **Stati Generali di Corsica** s'approntanu a riprincipià in la vostra fiera città u tentativu di dissociazione ch'ell'un-n'hanu pussutu compie l'annu scorsu in Ajacciu.

I Lorenzi, i Rossi, i Battini e tutti quanti sò incaricati di canalizzà — a prò di i nostri sfruttatori — u malcontentu generale di l'Isola Persa.

Bastiesi !

U vostru duvere di patriotti è di fà capì a st'inviati di u Guvernu francese chi, oramai, in lu vostru paese, più nimu un si lascia ingannà.

U Partitu Corsu Autonomista. »

A so' volta, u sgiò Lambruschini, elogia a' famosa cumpagnia cunces-

1 — A distribuzione di st'altru manifestinu, fatta a u stessu mumentu, è stata, un si sà perchè, immediatamente suspesa :

PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

Bas les Masques !

La Comédie continue. Les mêmes gens réunis à Ajaccio l'an dernier, vont se réunir dans

siunaria in un rapportu sopra i servizj marittimi. .

Intervenenu in lu dibattitu i delegati di l'organizzazioni corse di u littorale francese e di l'Africa di u nordu.

U sgiò Vizzavona, di u Varù, cu calmu e misura, face e più ghiuste critiche e chiede l'abrugazione di a cunvenzione chi associa u Statu a Fraissinet e cumpagni.

notre ville les 27, 28 et 29 août, en se couvrant du manteau des États Généraux de la Corse. Qui sont-ils ?

Lorenzo di Brando, ex-employé aux Ministère des Finances, chargé de mission, chevalier de la Légion d'honneur.

Lieutenant Colonel Rossi, terreur des Corses de la Coloniale, Commandeur de la Légion d'Honneur, agent général de la Compagnie suisse des **Laits Nestlé** aux appointements de 200.000 francs par an.

Battini, faux prolétaire et briseur de grèves.

TOUS AU SERVICE de l'Anvergnat **Laval-Décrets-Lois** par le truchement du Colonel **Fontana**, Directeur général des Usines Ci

Carlu Pietri, presidente di *L'Emancipation de la Corse*, avendu prutestatu cu viulenza contru a presenza, in la sala di l'Assemblea, di numerosi puliziotti, a seduta è rinviata a u lindumane, a u mumentu precisu duv'ella si manifestava una salutifera agitazione.

Primi intoppi

U 28 da mane, u capitanu Paoletti, dà lettura d'un rapportu sopra u rimbuscamentu, longa e folta enu-

troën, aux appointements de 500.000 francs par an et Directeur général de la Société des Constructions Hydrauliques.

Le scandale doit cesser. Des ennemis de la classe ouvrière en France ne peuvent pas être nos amis en Corse. BASTIAIS, en masse au Congrès faire sentir votre protestation indignée. Réclamez avec nous la dissolution du Bureau " élu " à Paris.

BAS LES MASQUES! Vive la Corse ouvrière et paysanne !

**Les rayons Communistes
d'Ajaccio et de Bastia.**

merazione di e terribili cunsequenze di u sterpamentu di e fureste.

L'oratora è da tutti felicitatu ; però, Petru Rocca ghiudica necessariu di ramentà chi u lavoru di u sgior Paoletti unn'è che a reedizione di u so' quadernu di l'annu scorsu, rivistu, currettu e cunsiderabilmente accresciutu ; chi, d'altronde, in seguitu a a discussione di u primu rapportu, a seguente mozione, presentata da Yvia Croce a nome di u **P. C. A.**, cuncisu riassuntu di l'espostu di u capitanu Paoletti, era stata aduttata da i **S. G.** :

« Le Congrès des E. G.,

Attendu que le déboisement a comme conséquence la sécheresse et l'aridité du sol.

Qu'il provient généralement de l'incurie des pouvoirs publics,

Emet le vœu :

Que le reboisement général soit entrepris d'extrême urgence,

Qu'il ne soit toléré que des exploitations forestières rationnelles, que des mesures très sévères soient édictées contre les auteurs des

incendies et des dévastations et que des moyens de protection soient mis en œuvre parallèlement. »

In conseguenza, u delegatu generale di u **P. C. A.** chiede a u cumitatu di i **S. G.** si a muzione cursista è stata trasmessa a u ministru di l'agricoltura e si questu ha pigliatu a primura d'accapassine.

U culunnellu Rossi risponde evasivamente a sta richiesta di precisioni e pruvoca a generale stupefazione accertendu — in cuntradizione cu i fatti — chi a muzione è stata sottuposta a u Cunsigliu Generale.

Petru Rocca dichiara allora chi un tale mancamentu dev'esse imputatu, pe' u menu, a l'inerzia di u Cumitatu.

Sopra sta penibile impressione, a seduta è sciolta sin'a 15 ore.

A a ripresa, Valeriu Battini, vice presidente, pigliendu mutivu di e revelazioni formulate da i manifestini

autonomisti e cumunisti, si scaglia contru “quelli” chi volenu prufittà di u cungrèssu per fà propaganda per i so' partiti.

U sgiò Lambroschini tenta di fà ingolle una strana prupusizione di luttèria “naziunale”, sottu pretestu chi u Statu un pò, in stu mumentu, fa nisun sforzu per a Corsica.

Urli e fischi l'impediscenu di prusègue, e Carlu Pietri, cu sentite parole, accolte da unanimi applausi, unn'ha nisun pena a pruva chi u Statu chi dilapida miliardi in subvenzionia e ferruvie, a e cumpagnie di navigazione, a e banche ecc, pudaria accurdà a a nostr'isula i pochi milioni chi l'occorrenu, e chi, d'altronde, a Corsica un chiede limosine, ma esigge ciò ch'ell'ha u drittu d'esigge.

U sgiò Martini, direttore di scola, leghie una longa publicazione

sopr'a l'avviamentu di a giuventù, fastidiosa dissertazione d'insegnante, stranamente tendenziosa in ciò chi riguarda a parte storica.

In quel mentre, a tutt'e porte e finestre di l'aula, affaccanu "képis" di guardie mobili, di gendarmi e d'agenti, e u cummissariu di pulizza s'introduce in lu fondu di a sala.

Subitu Petru Rocca prutesta cu viulenza e somma u Presidente d'avè a fà rispettà a libertà di riunione.

Carlu Pietri accusa u Cumitatu d'avè sullecitatu a partecipazione di a pulizza.

U culunnellu Rossi dice unn'avè micca fattu tale dimarchia, e ciò li vale una categorica smentita di Rocca, u quale accerta, citendu testimoni, chi u vice presidente di i **S. G.** l'ha palesatu — forse cu un scopu d'intimidazione? — ch'ell'

avia avutu una cunferenza cu u commissariu speciale in capite, in Ajacciu (1), per fà guarniggiunà a sala di u cungrèssu.

Quindi nasce un bellu trostu, un sfida sfida in parlata pinzutesca.

Per prutestà contru i sparlamèntumi in lingua intrusa, Matteu Rocca, cu veemenza, inveisce, in italianu, contru quelli chi un sanu che aduprà... e sbrembà u francese, e contru l'attentatu puliziescu destinatu a impedì a voce di a nazione corsa di fassi sente.

Passata a bufera, u sgiò Vizzavona presenta tre mozioni tendendu a una diminuzione di u prezzu di i passaggi e di u nolu, a a creazione di servizj settimanali fra Tulone, Ajacciu e Bastia, a a suppressione

1 — A presenza in Bastia di u cummissariu speciale aggiuntu e di quattru agenti pulitichi vinuti appusivamente da Ajacciu un pò lascià nisun dubbiu.

di i viaghj di u battellu di lussu *Ile de Beauté* e a u rimborsu di u prezzu di passaggiu Marseglia-Corsica, chi a cumpagnia Fraissinet esigge da i viaghjadori chi venenu cu i servizj diretti da u Maroccu sopr'a i battelli d'altre cumpagnie.

Ste pruposte sò aduttate da l'assemblea e da u Cumitatu.

Petru Rocca chiede allora a parolla; u presidente Lorenzi de Bradi a li cuncede cun grazia, però u culunnellu Rossi, vice-presidente, scopre e so' batterie lampendu st'intempestivu avvertimentu, ch'ellu crede preventivu:

— Ci vole chi u publicu sappia chi quellu chi ha da parlà unn'è altru che u direttore di *A Muvra*.

Centu scaccani rispondenu a ste strane parolle, mentre Rocca ringrazia u bravu culunnellu per a pubblicità ch'ellu vene di fà a u so'

giurnale, e li dice ch'ellu c'è più meritu e onore a esse direttore di *A Muvra* che amministratore di u *Courrier de la Corse*.

U delegatu generale di u **P.C.A.**, dopu avè ammentatu chi u camerata corsu Carlu Pietri avia, l'annu scorsu, dimustratu a rapacità di a compagnia cuncessiunaria, a quale ha sappiutu custituissi, cu i soldi cacciati a l'isula a più misera del mondu; un fondu di riserva di circa 250 milioni, u nostru direttore face valè chi l'armatori francesi, essendosi, cu a cumplicità di u Guvernu, spartitusi mari e paesi per evità a cuncurrenza, Fraissinet avia pussutu avè a mostruosa voglia di fà pagà u passaggiu a ghiente ch'ell'un trasportava micca.

U delegatu generale di u **P.C.A.** leghie, framezzu a u stupore generale, un'articulu di u *Courrier de*

la *Corse*, giornale natu da i **S.G.** et direttu o redattu da i membri di u Cumitatu. In st'articulu, u sgiò Fraissinet, dutatu — è u “*Courrier*” chi a dice — di tutt'e qualità, risorte cume u benefattore di l'Isula.

In cunclusionione, Rocca prevenè u sgiò Vizzavona chi i **S.G.** un pude ranu che fà una misera sorte a a so' cusì ghiustificata mozione.

Sta dimustrazione è unanimamente applaudita, mentre i sgiò Lorenzi di Bradi, Rossi e Battini, a la muta, s'asciuvan u fronte cu nervose fazzulittate.

Carlu Pietri sorge tandu da u fondu di a sala e, framezzu a l'attenzione di tutt'i cungressisti e di u publicu, esorde evuchendu a memoria di u generale Agustinu Giafferri, figliolu di u gran patriotta Luiggi, u quale, uttantenne, fù fuci-

latu da i Francesi, ne u 1798, sopra piazza San Niculau.

L'oratore accerta chi i **S.G.** hanu fattu fiascu. Per ellu, a prova di l'infeudazione di l'organismu creatu in lu 1934 a l'omi pulitichi e a u Governu è bella che fatta; ciò li permette di prufetizzà chi i membri di u Cumitatu unn'averanu più l'ardì di vultà in Corsica per urganizzà un terzu cunghressu, dicendu chi a pusallinimità e a mancanza d'azione hanu ammazzatu i **S.G.** pe' u sempre.

Un'ovazione tremenda saluta u curaggiosu, sinceru e attalentatu *leader* di *l'Emancipation*.

U sgiò Casanova, parlendu a nome di i funziunarj corsi, cunsiglia un'attitudine energica, e u cumandante Leca, cu u stessu parè, rimprovera a i **S.G.** a so' inerzia, a so' neutralità, e so' cumprumissioni; i dicchiara finiti e preconizza,

per sustituilli, un fronte popolare corsu. Leca è assai applauditu da i numerosi operai presenti.

A sett'ore e mezzu a seduta è sciolta.

Manovra

A matina di u 29, a pulizza municipale, rinforzata, un lascia francà a porta che a i cungressisti muniti di a carta di delegatu. Però, viulente pruteste, in la sala e fora, custri-gnenu u culunnellu Rossi e Battini, organizzatori di sta filtratura, a lascia penetrà u publicu, operai pe' a più parte.

U tentativu di suffucamentu essendu cusì fallitu, u vice presidente Rossi, prova una manovra oblica.

Carlu Pietri avendu accesu u focu ripigliendu a so' argumentazione di a vigilia, invita l'organizzatori di u cungressu a un 'immediata dimus-

trazione in carrughiu, dimustrazione chi un mancarìa d'esse spallighiata, dice l'oratore, da tutt'i poletarj bastiesi.

Un pudendu accettà una simile pruposta, troppu energica, u cunnellu Rossi inizia a so' cuncertata offensiva:

— Pietri, lampa u vecchju militare, anch'eu sò esciutu da u populu; babbu era macellaru in Vicu; perciò t'ascoltu cun attenzione e simpatia e sò prontu a gridà cu tecu: « Evviva u populu di Bastia! ». Ma, avanti di rispondeti, ci vole ch'e dica chi tu sè vittima d'una manovra: ci vole ch'omu sappia si noi semu fra Corsi o fra Lucchesi.

A ste parolle provocatrice, Petru Rocca s'appronta a risponde, ma Pietri, fenduli cennu ch'ellu ha capitu, interpella in stu modu u *Bravida* di a truppa:

— Nò, culunnellu Rossi, quì un c'è nè Francesi, nè Tedeschi, nè Inglese, nè Italiani : un c'è che Corsi chi volenu cu passione u benestà e a dignità di a Corsica. Nò, sgiò vice presidente, sete troppu zitellu per ingannacci ; un pùderete, cu simili argomenti, separà quelli chi lottanu contru u Guvernu di Parigi, e contr'a voi, per e rivendicazioni di u populu isulanu.

Pigliatu di zippera in la so' propria tupaghiola, Rossi cerca un derivativu e, per dimustrà l'impurtanza di i **S. G.** e l'emozione ch'ell'hanu creatu in ogni locu, leghie, tandu chi e risate sbrullanu,.... a lettera d'adesione di u sindacu d'Ortu, u quale, d'altronde, si scusa d'unn'esse venutu a u cunghressu.

Sparlamentumi

U Barone Moroni avendu lettu una nervosa prutesta contru l'inerzia di l'amministrazione riguardu a e vittime d'Ortiporiu, l'avvucatu Renucoli, postusi a a tavula di u Cumitatu, presenta u so' rapportu sopr'a i mezzi d'azione.

Dopu avè ammentatu e cunclusioni di u so' espostu di l'annu scorsu, cu e quali chiede a u Statu un prestitu di 250 milioni (1), l'oratora dice ch'ell'esistenu dui mezzi per custringe u Guvernu a fà u sacrificiu di sti quattru soldi: pressione legale e atteggiamentu rivoluziunariu.

St'ultim'alternativa, u distintu e impetuosu rapportore, mutatusi a u cuntattu di quelli signori di i S. G.

1 — Sta ridicula somma un saria che una goccia d'acqua in una cisterna. Tre miliardi abbisognanu assulutamente per mette a Corsica a u livellu di i dipartimenti di Francia.

in omu d'ordine, in ripublicanu rispettosu di e regule e principj di l'Una-e-Indivisibile, a lascia da parte e preconizzèghia una campagna di stampa e di cunferenze.

— Ci vole, cunchiude u sgiò Renucoli, a creà un muvimentu puliticu arrimbatu a a duttrina di i **S. G.** — e ciò a e prossime elezioni — sia sustenendu l'omi pulitichi chi accetta nu u nostru programma, sia presentendu, a nome di i **S. G.**, novi candidati.

U publicu a sta dicchiarazione, pensendu chi u Cungressu unn'era statu adunitu che per fà da scalellu a ghiente mossa da ambizioni pulitiche, manifesta u so' ribrezzu.

U cumandante Arrighi prupone un'infiltrazione paese per paese.

Battini, torna a Vignale parlendu di cumplotti e di manovre, alludendu — ma cu chi prudenza! — a i sepa-

ratisti, si scaglia contru u silenziu di a stampa, riguardu a u cungrèssu, poi, a manu in pettu, c'un tonu di benignu eccleticismu, face appellu a tutt'i Corsi — cumpresu l'autonomisti? — per luttà a prò di l'isula.

Però, u rossu sindacalista, culaburatore di u *Courrier de la Corse*, giornale incaricatu di fà l'eloggi di Chiappe, di Fraissinet, di u duca Pozzo di Borgo, di tutt'i generali e sergenti ringaggiati, mercenarj di a matrigna, scunsiglia e manifestazioni viulenti e preconizza l'azione individuale in ogni paese, citendu ad esempiu un'iniziativa di paisolu, duve l'accordu generale ha permessu... di dà tre colpi di zap-pone in un viottulu e di fà, cu quatru petranculi, un pozzu, battizzatu *lavoir* (!) per lavà u *linge*! da l'oratore chi parla un corsu impiastra-

gliatu di sbillicanti gallicismi.

In la seduta di u dopu mezzioranu, Battini dicchiara ch'ell'unn'è micca d'avvisu d'appughia, elettoralmamente parlendu, l'omi pulitichi chi accittarianu u programma di i **S. G.**

U capitanu Paoletti, sindacu landrysta di u Tassu, vularia chi i **S. G.** un presentinu micca candidati ma ch'elli puntellinu l'omi "eminenti" (!!) chi ci rappresentanu a Parigi, a cundizione ch'elli accettinu e muzioni di u cunghressu.

Per contru u cumandante Arrighi dicchiara chi tutt'i puliticianti attuali dev'essenu cunsiderati cume nemici e sfruttatori di u populu corsu, e, per ciò, cumbattuti da i **S. G.**

Antone Trojani, direttore di a *Corse Libre*, avendu fattu, sopr'a u modu umoristicu, un'osservazione, u culunnellu Rossi, l'invita gentil-

mente a fà valè u so' parè. U nostru spiritosu cunfratellu, in poche parole, face u prucessu di i capi-macchia e di l'elettori isulani, circataghj chi un chiedenu che piazze, pensioni, frisgetti e succorsi. Dipiù, Trojani attribuisce gran parte di i nostri guai a i Corsi forusciti; i quali, a ogni elezione, venenu da Francia, da Algeria, da Tunisia, da u Maroccu e ancu da Indocina, per mandà a a camera o a u Senatu i puliticianti chi l'isulani rimasti a u paese nativu odianu e disprezzanu.

Nutrite sciaccamanate testimonieghianu chi u direttore di a *Corse Libre* s'è dimustratu severu ma logicu e ghiustu.

U cumandante Leca si dichiara oppostu a u persunale puliticu attuale e vole ch'omu voti per i candidati di l'operai.

A e strette

Carlu Pietri, a so' volta, face osservà chi u cunghressu s'è passatu in vane pataracchie, in letture di fastidiosi e pretenziunuti rapporti, invece di decide i mezzi d'azione ch'omu avaria da aduprà.

U porta parola di *L'Émancipation de la Corse*, pronostica torna u fallimentu di i **S. G.**

— I discorsi, dice Pietri, sò belli e boni, e prumesse lunsighevuli un sò che.... prumesse. Ciò chi abbisogna sò l'atti. »

Quì, l'oratore cumunista si vale di l'argumenti cursisti per fà u prucesu di a Francia, dicendu, fra altru, chi « i successivi governi hanu voluntariamente lasciatu a Corsica in preda a a più cumpletta miseria, e ciò per semplice ragione di Statu, cu u scopu di custrignela a espurtà i so' figlioli, e chi i *Stati Generali*

unn'avendu nulla fattu per oppo-
nesi a una tale depredazione guver-
nativa, sò morti e bellu che morti.»

L'intiera adunanza saluta c'una
prulungata ovazione ste forte e cu-
ragiose parolle.

U culunnellu Rossi cerca di ris-
ponde a l'argumentazione di l'ora-
tore, fendu valè a fede, a sincerità,
l'abnegazione, a tenacia di u Cumi-
tadu. C'un tonu a volta a volta mi-
nacciosu o piegnulone, u vice pre-
sidente di i **S. G.** cita e so' peregrin-
azioni di propaganta in Francia e
in Africa di u nordu, ingrussendu
tartarinescamente ogni fattu.

Essenduneuntu a cuntà una so'
visita fatta, in Algeria, a l'istituto-
re Roccaserra, delegatu in lu 1934,
ch'ellu vidì pochi jorni avanti a
so' morte, u culunnellu rapporta
c'una tale fantasia a cunversazione
avuta cu l'agunizzante chi Petru

Rocca chiede a parolla :

— U sgiò vice presidente, dice u nostru direttore, ha evucatu di manera cummuvente a fine d'un cumpatriotta chi, sin'a l'ultimu fiatu, pensava cu ramaricu a u so' corciu paese. Eppure, in l'ammentà l'interventu di u defuntu a u congressu d'Ajacciu, Rossi ha rapportatu pocu fedelmente e parolle di l'estintu. I delegati di l'annu scorsu quì presenti si ricurderanu cu mè ch'elli funu esattamente, in lu so' braganume corso francese, queste :
« Mon colonel allez de l'avant, faites valoir énergiquement les justes revendications de la Corse, je serai toujours à vos côtés, mais si trompant l'espoir de cette assemblée, les E.G. restaient inertes, je vous demanderai, l'année prochaine : O Jasè ! ch'hai fattu ? et j'ajouterai, si vous vous ameniez

les mains vides : Aiò, falla finita!

Per un minutu, Rossi ferma im-
bambanitu, mentre tutti si facenu
una risata.

— Valendumi oghie di l'antica
amicizia chi mi lega a u vice presi-
dente, prosegue Rocca, li pongu
torna a quistione di Roccaserra : O
Jasè ! ch'hai fattu ?

U culunnellu, tenta allora un'es-
postu di l'attività di i **Stati Genera-**
li : un fasciculu, stampatu dopu l'a-
dunanza di u 1934, duve i lavori di u
cungressu eranu sturzati, u quale
fasciculu, chiamatu cu pompa *pro-*
gramma totalitariu, scossulu di e
mozioni presentate da u **P.C.A.**, era
statu distribuitu a i cunsiglieri ge-
nerali ; dui o tre articuli publicati
da u “ *Courrier de la Corse* ” per
prutestà contru a circolare Casser
e l'inerzia di i puteri publici ri-
guardu a a catastrofe d'Ortiporiu.

una lettera scritta a u vicirettore per l'insegnamentu di a storia e di a geografia locali, l'ottenimentu da u cunservatore di l'Acque e Fures-
te di 50 chili di sumente di pinu (!),
e duie o tre visite in li ministeri....

U nostru direttore interrompe a negativa enumerazione di l'oratore, dicenduli chi, intesu u so' espostu, ogn'unu s'è accorsu chi l'azione di i **S. G.** era di u duminu di e velleità, ma ch'ellu si vulia mustrà generosu accurdende un annu a i promotori di ciò chi avaria dovutu esse una riscossa per cunsacrassi, d'ora in poi, a un'attiva propaganda e a una decisa offensiva contru u Guvernu e i parlamentarj. Poi, parodien-
du e parolle di u stitutore algerinu, Rocca avverte u culunnellu chi, si, au cungrèssu di u 1936 — s'ell'ha logu? —, u Cumitatu un pò ghiustificà d'una virile azione, ellu li ri-

vulgeria st'invitu definitivu : Aiò! femula finita.

Sciaccamanate e lazzi accoglienu sta sàtirica finale.

U sgiò Antonini di *L'Echo de la Corse*, intervene allora per rimpruverà a i **S. G.** d'unn'avè, cum'el-l'avianu prumessu, cuntrullatu a gestione amministrativa di u dipartimentu e per cunsiglià a furmazione d'un cumitatu di vigilanza.

L'assemblea manifestendu un'agitazione pocu favurevule a u Cumitatu, a seduta è suspesa da u presidente Lorenzi de Bradi.

Cuncessioni

A a ripresa, Valeriu Battini, accorsusi chi una larga cuncessione a i gruppi prutestatarj di l'adunanza è necessaria, face un appellu a l'unione, dicendu ch'ell'un c'era in la sala che bon Corsi, primurosi di u

benestà di a popolazione isulana. Per l'oratore, chi accerta, sinò a vitalità ma l'utilità di i **S. G.**, abbisogna, senza furmà un terzu partitu, fà una guerra accanita a i *clans*. Ci vole, per ciò, un'azione cantunale e cumunale permanente. In cunclusione, Battini si dice prontu, si l'assemblea decide in stu sensu, a preconizzà u rifiutu di l'impositu e a invità l'eletti a demissiunà per prutestà contru u statu d'abandonu dov'ellu si trova u paese.

Carlu Pietri appoghia ste decisioni e prupone chi u cumitatu pigli l'ingaggiamentu d'organizzà, in Parigi, a u mese d'ottobre, una grande manifestazione in carrughiu.

Sti tre punti sò aduttati a l'unanimità e u Presidente s'alza, vulendu chiude a seduta sopr'a st'apparente unione.

Petru Rócca face allora segnu

ch'ellu vole parlà.

U Cumitata essendusi torna sedutu, u delegatu generale di u **P. C.** dice chi l'adunanza un pò esse sciolta senza chi i **S. G.** abbianu datu una prova d'energica volontà.

— E manifestazioni, osserva u nostru direttore indirizzendusi a u Presidente, e farete cu u vostru commudu, o forse, una volta rinchiusi in l'ambiente pariginu, un le farete micca. Abbisogna dunque chi l'assemblea pigli l'ingaggiamentu d'un'azione chi i **S. G.** un puderanu trascurà e chi u Guvernu sappia a l'istante chi a Corsica è stufa di a so' indifferenza e di u so' disprezzu.

In cunsequenza, Rocca, prupone a mozione seguente :

« Le Congrès des Etats Généraux.

Emu par la situation lamentable de notre pays.

Attendu que les moyens mis en œuvre jusqu'à ce jour en vue du relèvement de la Corse sont demeurés inopérants, que l'inertie des pouvoirs publics est une conséquence de la politique suivie dans notre pays par tous les gouvernements.

A l'unanimité, émet le vœu,

Qu'une mise en demeure soit adressée, ce soir même et par télégramme, au Gouvernement.

1° pour rapporter la circulaire Cassez en vue du rétablissement du crédit pour l'assainissement de la Corse ;

2° pour compenser, en ce qui concerne notre île, les répercussions des décrets-lois par l'allègement des charges fiscales et la diminution du taux du fret ainsi que du prix des passages.

Qu'à défaut de satisfaction, une campagne, tendant au refus de l'impôt, soit immédiatement menée, en Corse et auprès des Corses expatriés, par les Etats Généraux . »

a quale è aduttata per acclamazioni,
mentre u Presidente dicchiara chiu-
su u Cungressu.

I stessi membri di u Cumitatu un sò micca l'ultimi a manifestà u so' entusiasma.

Persinu a u culunnellu Rossi chi, da a tribuna, lampa a u so' camera-ta d'infanzia, attuale avversariu :

— O Pè ! andemu a scrive u dis-pacciu a u caffè.

Cusì fù fattu. U seguente telegramma, redattu, in piazza San Niculà, da Rossi, da Carlu Pietri e da Rocca :

« *Président Conseil, Paris.*

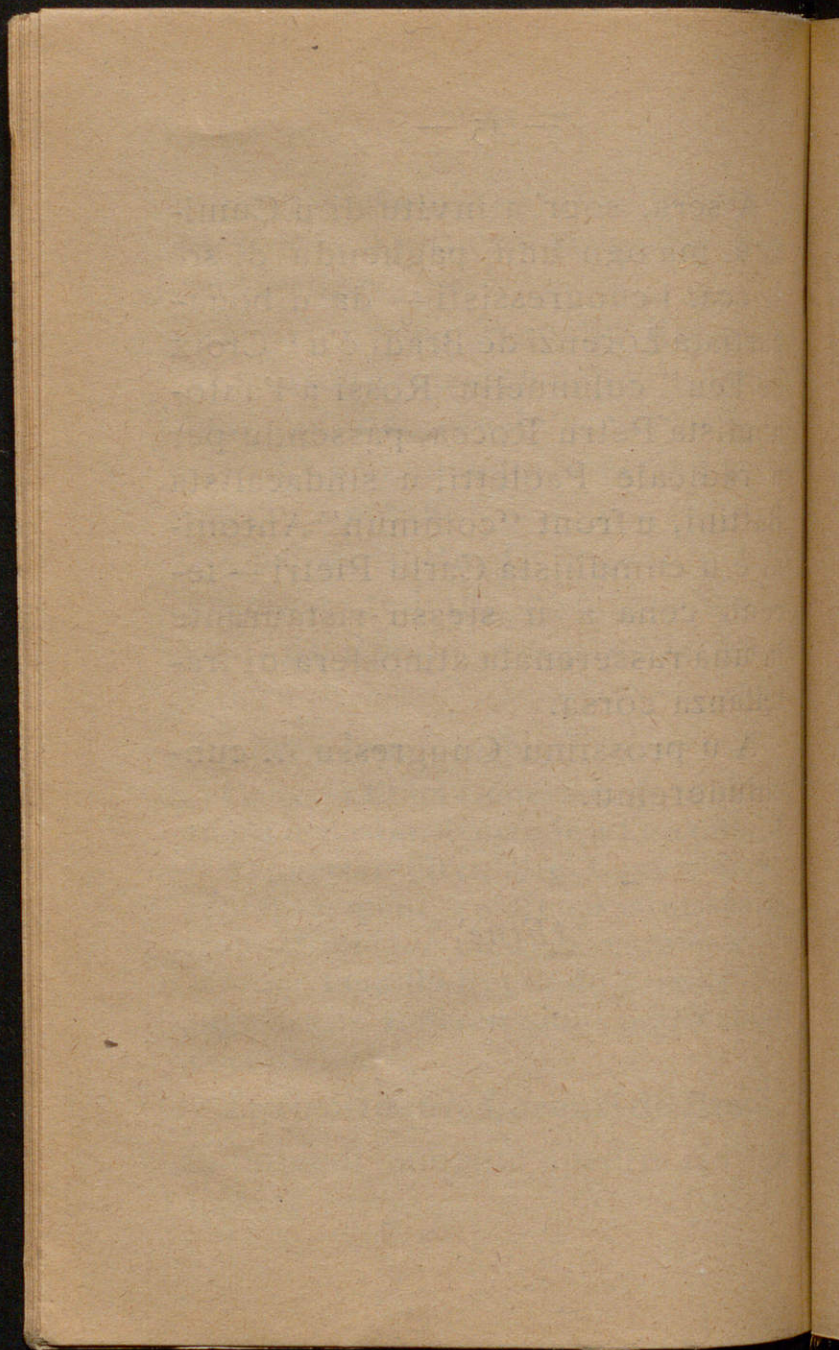
Congrès Etats-Généraux de la Corse, réuni à Bastia, demande à l'unanimité: 1° rapporter circulaire Cassez en vue rétablissement crédit assainissement stop. 2° alléger charges fiscales et diminuer taux du fret et du prix des passages suite repercussions particulières décrets-lois.

Le Président: Lorenzi de Bradi. »
fù immediatamente speditu a u sgiò Laval.

A sera, sopr' a invitu di u Cumi-
tatu, ma ogn' unu paghendu di so'
stacca, i cunghressisti — da u 'bona-
partista Lorenzi de Bradi e u “Croix
de Feu” culunnellu Rossi a l'auto-
nomista Petru Rocca, passendu per
u radicale Paoletti, u sindacalista
Battini, u front “commun” Antoni-
ni e u cumunista Carlu Pietri — fe-
cenu cena a u stessu ristorante
in una rasserenata atmosfera di fra-
tellanza corsa.

A u prossimu Cungressu.... cun-
chiuderemu.

(*Fine*)



U SECONDU CUNGRESSU
DI I "STATI GENERALI"
(Cose Stalbate)

Precauzioni

Aghiu contu chi a pulizza — vestuta e travestuta — avìa, nott'e ghiornu, muntatu a guardia e custuditu e personalità cursiste e cumuniste chi eranu intervenute a u cungressu.

Però, l'armata stessa è stata invitata a tenesi pronta a u minimu cennu.

Un ne dò per prova che ciò ch'e' aghiu vistu, u 29 settembre a 2 ore dopu mezzornu, cu i me' occhj, tandu ch'e' pigliava u caffè, in cumpagnia di Petru e Matteu Rocca, di Croce e di u cumandante Leca.

Seccu seccu e magranchjnu, ne è affaccatu u cummissariu speciale Mattei e s'è cuzzatu cume una luciartula in purtò di a sottu prefettura; tre minuti dopu, è ghiuntu un capitanu di gendarmeria cu tutt'i so' arnesi a collu, seguitatu a un tiru di pistola da un capu battaglione di fanteria, i quali si sò ficcati anch'elli in lu stessu purtone che u "speciale".

Ma il bellu è chi a pruceSSIONe finì c'un tenente di vascellu chi venìa, a passu precipitatu, un si sà da duve.

U restu un' duvinate: cunferenza, parè, piani, contrapiani, dispusizioni e tutta a sacra baracca.

Chi trimmulella!...

Lite

Precisamente, in quel mentre, s'avvicinò Valeriu Battini, scurtatu da a so' guardia di u corpu: u fruttellu, mutilatu di guerra bracci mozzu, u quale, cuglienduli a parolla in bocca, li dà sempre ragione prima ch'ell'abbia patanciatu.

— O Battì, veni e posa, li lampò, scherzosu, Petru Rocca.

— A tè, li rispose Battini cu a so' voce di culatu, un ti parlu più ; m'hai minatu quand'e' un la m'aspittava, e quessa un la ti possu pardunà.

— Pugnu o calciu? o Valè! Or fammjà vede a marca?

— Un burlà, i to' dui pruspetti si valenu una matarillata...

U cegeteista di i Stati Generali, ogn' unu l'ha capita, alludìa a i manifestini distribuiti da l'autonomisti e ancu a quelli distribuiti da i cumunisti; infatti Battini pretendìa chi st'ultimi eranu stati stampati da u **P. C. A.**, e non da i nuclei estremisti d'Ajacciu e di Bastia, e accertava chi Carlu Pietri avìa disapprovatu una tale iniziativa.

A stu puntu precisu nascì a baruffa.

Rocca avendu citatu cume testimone di l'iniziativa comunista u cumandante Leca — *front commun* —, presente, Valeriu, l'occhiu torbidu, c'un'ira pocu cunforme a u so' carattere voluntariamente benignu, interpellò u so' camerata in marxismu, dicenduli ch'ell'un l'avaria credutu capace di partecipà a tali manovre.

Leca, cunusciutu per avè a prudita in le mani, s'alzò infantamatu.

I cursisti separonu e appacionu u C. G. T. e u C. G. T. U.

Però, Battini si n'andò, dicendu :

— Ci truveremu a u cungrèssu, fra un'ora !

Accendi e spegni

— Un'ora ! fece Leca, mentre u cane guardincu di i **S. G.** s'all'untanava, avemu u tempu, pigliemuci qualcosa...

Quandi u gruppu entrò in sala di u cungrèssu, Battini era in tribuna e sparlamentava dipoi una mezz'ora.

— Manovre..., colpi a tradimentu... ghiente chi ha d'altri scopi.....lampava l'oratore di sinistra,...ammiratore, però, di i Chiappe e cunsimili.

— Precisate, disse Rocca da a porta.

— Ié, manovre... colpi... (e tutt'a filastrocca), ripetì Battini.

— È finita o unn'è finita, sta cummedia ? chiedì, decisu, Leca.

Tandu l'oratore guardò i so' dui antagonisti, dede un'ucchiata a u publicu, capì e si barcò.

Toccamanate

U culunnellu Rossi — anima (*en peau de lapin*) di i **S. G.** — avia postu una tavula a l'entrata e, ajutatu da a so' secretaria, verificava i puteri e rilasciava e carte.

Quand'ella si presentò a delegazione autonomista, u vecchiu militare firmò di stuccu; infatti u bravu ufficiale un s'aspettava micca a a visita di i cursisti.

— Allora, sè ghiuntu ancu tu? disse a u so' amicu d'infanzia Petru Rocca, senza porghieli a manu.

— Un la vedi, rispose questu, tenendu a soia darretu a schiena.

Pocu dopu, junsenu i partecipanti di *L'Emancipation de la Corse*, capitati da Carlu Pietri.

U culunnellu ritruvò, per riceve quest'ultimu, u so' surrisu d'avanti i **S. G.** e fece per dà un *shak-and* a u leader cumunista.

Ma questu, fissendu ne l'occhj u culuniale, li sbattì in pienu mustacciu:

— Un toccu micca a manu d'un omu chi ha circatu a imbruttammi in la me' vita privata! M'avete capitu, sgiò vice-

presidente ?

L'Amicu di l'arburu

U capitanu Paoletti è un umarellu seccu e nervosu ; rappurtore di u rimbuscamentu a u cungrèssu d'Ajacciu, st'ardente appostulu di l'arburatura ha lettu torna u so' lavoru di l'annu scorsu, dopu ad avecci messu un'allungatoghia d'un centu di pagine e avellu imbutratu di citazioni storiche e puetiche.

A l'esciuta d'una seduta, a u caffè, in piazza San Niculau, u prutettore di i pini, di i fai e di e lecce chiedi a a tavulata di i cungrèssisti :

— Speru chi nimu abbia qualcosa a rimpruverammi ?

— Tandu u nostru direttore, dolce dolce :

— Un c'è paura ! nè a voi nè a qualchissia, chi s'è istituitu prutettore di e famiglie numerose ; e piante e i zitelli sò cose sacre, chi i difende è immunizzatu ; voi e l'altu vi sete franchi di a critica da u jornu duve voi avete sceltu u vostr'appustulatu-parafulmine.

— Chiappati quessa cu u to' amicu Landry ! disse un pietrista.

Lutteria... naziunale

U sgiò Lambroschini è un'altr'umettu bassaccianu, nativu d'Ajacciu ma marsigliese d'accentu e di custumi.

Sottu direttore d'una di e più grandi cumpagnie di navigazione di Francia, l'è toccu di ripete u so' rapportu d'annu sopr'a i servizj marittimi, rapportu tendenziosamente favurevule a Fraissinet.

Ma stu marinaru di terra ferma ha vulsutu furzà u so' talentu impatafalchendu un grotescu prugettu di lutteria... naziunale a prò di a Corsica.

U cungrèssu ha accoltu i primi filari di sta strana pruposta cu scaccani, fischi e urli.

— Se voi cuntinueate, l'avertì Pietri, m'avete da ubbligà a spazzulittarvi i capelli!

Lambroschini, spaventatu, allibrò u so' scartafacciulu, u si cuzzò in stacca e si messe a pusà.

Napulione

A sera, dopu pranzu, u stessu Lambroschini si trovò a una terrazza di

caffè cu u nostru direttore.

— Sariate micca parente di Napulione? li chiedi questu.

U rappurtore di a luttoria...naziunale figliulò a jente a l'ingiru, si gunfiò, si sgurgò e disse :

— Innò, micca esattamente parente, ma discendente di a so' baglia, Ilari...

— C'è cunfusione, fece Rocca, eiu vi parlu di Napulione Lambroschini, u cunsigliere municipale d'Ajacciu.

Prudenza

Quandu Rossi, Pietri e Rocca, in seguitu a a muzione presentata da u delegatu generale di u **Partitu Autonomista** e accettata da l'intiera adunanza, redigghianu u dispacciu a u presidente di u cunsigliu, Valeriu Batini, postusi accantu, marmuttava :

— Fate, fate.

Di quandu in quandu, u culunnellu u guardava, pocu rassicuratu ; l'altu recitava a so' litania :

— Fate, fate... eiu mi ne lavu e mani. Però, un vogliu micca ch'omu dica chi a muzione è stata pruposta da l'autonomisti.

Da u dì a u fà

L'avvucatu Renucoli è un omu energicu, ne ha datu, in la so' vita di giurnalista, a prova, e i duelli ch'ell'ha avutu un si contanu più.

Sicuri di u nervu e di a vuluntà di u rappurtore di i mezzi d'azione, i cursisti l'interpellonu, in piazza publica, pocu avanti a seduta ;

— Chi cuntate di prupone a u congressu, per fà valè e rivendicazioni di l'Isula Persa ?

— Mezzu un ne cunoscù che unu : piglià u prefettu in ostaggiu e pone un' ultimatum a u Guvernu !

— Què, poi, ci sende propriu bè ! Quand'e' voi sarete decisu, puderete cuntà sopr'a noi.

Tandu Renucoli, sbuttulendusì a camisgia e mustrendu, a mezzu pettu, una cicatrice longa un palmu — sciabulata rigalatali, vint'anni or sonu, da un so' avversariu — :

— Per me contu, pigliu u sottu prefettu sott'a l'ascella e u mi portu in Valduniellu... *la manière forte, je ne connais que ça !*

Però, mezz'ora dopu, a a tribuna, u
sgioè Renucoli scunsigliava l'azione di-
retta e prupunìa i mezzi legali: a stam-
pa, e cunferenze e.... l'elezioni legisla-
tive.

Inviti

Lorenzi de Bradi avendu dicchiaratu
scioltu u cungressu, dopu u votu di a
muzione autonomista, u culunnellu
Rossi — *bon cœur et mauvais carac-
tère* — felice di l'unanimità manifesta-
tasi in la sala, lampò, sopr'a un tonu
di scola di battaglione :

— Tutt'i delegati a l'apperitivu !

U pastizzu una volta chiuchiatu,
Rossi recidivò, alzendu a voce cume
per un'evoluzione di reggimentu :

— I giurnalisti e i cungressisti, inde
Bonin, pe' u pranzu !

E, pianu, pianu :

— Ogn'unu paga di so' stacca,

U... Banchettu

Adunque, a e nove di sera, un tavu-
lone, da cima a fondu di u ristorante,
affratellava tutti l'antagonisti: Lorenzi

de Bradi, Rossi, Battini, Carlu Pietri, Martinu Bianconi, Arrighi, Vizzavona, Ghiaseppu Pietri, Lambroschini, Antonini, Papadacci, Paoletti, Pekle, Martini, ecc.

A un tavulinu, spiccatu da un passagiu, Petru e Matteu Rocca, Yvia-Croce, Emmanuelli, di *Marseille Martin*, Aicardi, di u *Petit Marseillais* e... Pasquale Manfredi di *A Muvra*.

U banchettu — senza discorsi, o gioia! — finì allegramente cu l'acrobazie di u capitanu Paoletti, anticu munitore a Joinville, a pantomima di Vizzavona e u cantu di u cumandante Leca, voce d'oru chi interpretò magnificamente *Torna a Sorento* e *Santa Lucia Lontana*. Recenti lutti impedìnu u tenore Lorenzi de Bradi e u cantore leggeru culunnellu Rossi di facci sente u so' repertoriu, prettamente italianu.

Ci vole a dì chi sti Francesi *à tout crin* hanu cume arie predilette, u primu: *Cavalleria Rusticana* e *La Tosca*, u secondu: *Ohi Marì!*, *O Sole Mio* e *Parlami d'Amore*.

U puntu finale, mi piace a ponelu quì.

Pasquale Manfredi.

Handwritten text, mostly illegible due to fading and bleed-through from the reverse side. The text appears to be organized into several paragraphs or sections, with some lines being more distinct than others. The ink is dark, but the paper is aged and discolored.

va
l
été
dis
pe
va
de
tan
gu
M
ten
per
des
cor
Co

I STATI GENERALI
DI CORSICA
Ciò ch'elli dicenu l'altri

Les Etats Généraux ont clôturé leurs travaux hier soir.

Les séances du matin et de l'après-midi ont été entièrement consacrées à la lecture et à la discussion du rapport magistral de M^e Philippe Renucoli, éminent avocat et l'un des écrivains dont la Corse s'enorgueillit. Le travail de M^e Renucoli est sans doute la plus importante contribution à la question corse d'après-guerre.

Nous félicitons chaleureusement le Rapporteur, d'autant plus qu'avec une fière indépendance il fait « sonner les vérités comme des éperons », et prédisons un retentissement considérable à *La Rénovation économique de la Corse*, que nous publierons in extenso.

MM. les Congressistes nous quittent ce matin, emportant le meilleur souvenir de leur séjour à Bastia.

Le « Petit Bastiais » leur adresse tous ses compliments et ses vœux les plus vifs.

ORDRE DU JOUR

A la suite des débats des séances des 27, 28 et 29 août 1935,

Le Congrès des Etats Généraux,

Emu par la situation lamentable de notre département, etc, etc...

(Adopté dans une atmosphère d'enthousiasme indescriptible).

(Petit Bastiais. 30-8-35).

Bastia, 29 août. *(De notre envoyé spécial).* — Ce matin la police municipale a organisé à l'entrée de la salle du congrès un filtrage rigoureux mais d'une parfaite correction, laissant pénétrer les seules personnes munies de la carte de délégué. Cette mesure destinée à empêcher l'introduction d'éléments bruyants ne va pas sans soulever quelques protestations et finalement le public est admis. . . .

Enfin M^e Renucoli, avocat à Calvi présente son rapport sur les moyens d'action. Il rappelle d'abord les conclusions de son rapport de l'an dernier sur la situation économique de la Corse qui va toujours empirant et risque de devenir tragique à bref délai.

L'orateur poursuit en faisant la critique des méthodes financières actuelles mais quand il passe à l'éloge des méthodes italiennes en Sardaigne des protestations s'élèvent. Une constatation, répond-il, n'est pas une apologie et il poursuit l'exposé de la crise économique dans l'île. Pour y remédier deux méthodes sont possibles, la méthode légale et la méthode révolutionnaire. Cette dernière doit être écartée, car elle n'aboutirait qu'à une répression violente. La propagande par la presse et les conférences peut donner d'excellents résultats. Il faut surtout créer un vrai mouvement politique autour du programme des états généraux, car la Corse ne se passionne que pour la bataille politique et il faut commencer dès les prochaines élections soit en soutenant certains candidats soit en présentant des candidats nouveaux et jamais auparavant mêlés aux compétitions de ce genre...

Le commandant Arrighi demande l'organisation immédiate de conférences de propagande dans les villages de la Corse. M. Valère Battini, s'élève contre les intrigues qui se sont développées au sein du congrès et le silence dont la session est entourée par une certaine presse. Il entreprend ensuite de disculper les états généraux des reproches qu'on leur a adressés. Il ne veut pas de manifestation populaire par crainte que sa médiocrité

ne compromette le congrès et c'est aux syndicats Bastiais à l'organiser seuls. Dans le cadre des villages, les initiatives individuelles peuvent réaliser d'appréciables améliorations et c'est par communes et régions qu'il faut s'organiser pour faire œuvre constructive.

Le capitaine Paoletti met le congrès en garde contre les confusions passionnées qui naissent des luttes électorales et l'invite à se contenter de l'élaboration d'un programme réaliste et de la discussion des intérêts généraux. Les états généraux ne pourront soutenir que les candidats qui auront pris l'engagement de soutenir les revendications proposées. Le commandant Arrighi refuse sa confiance aux politiciens usés et s'offre à marcher avec tous les ennemis de ces politiciens en menant une campagne ardente à travers tout le pays. Antoine Trojani, directeur de *La Corse Libre*, lui aussi qu'on puisse faire foi aux promesses des parlementaires, d'autant plus que les Corses les accablent de sollicitations personnelles. Les Corses émigrés devraient laisser aux Corses de l'île le soin de régler la question, car c'est le vote massif des Corses émigrés qui le jour du scrutin vient fausser le résultat du vote... Le commandant Leca encore affirme son opposition aux députés insulaires, puis expose la conception socialiste des causes de la crise mondiale et des moyens d'y

remédier par la suppression de la plus value, la diminution des heures de travail et le développement du pouvoir d'achat des travailleurs. Il conclut qu'il faut voter pour des hommes nouveaux appartenant à la classe ouvrière.

M. Charles Pietri regrette que le Congrès ait perdu du temps en palabres inutiles au lieu d'étudier attentivement les moyens d'action. Il répète que l'Etat pourrait trouver facilement l'argent nécessaire au relèvement de la Corse qui risque de passer de la misère à la famine. Il regrette que ceux qui sont aujourd'hui les dirigeants des Etats Généraux n'aient pas rallié les manifestations du groupe de l'émancipation de la Corse, il y a quatre ans, en faveur de la dignité corse. Il considère que les Etats Généraux ont fait faillite et estime qu'ils ne tarderont pas à disparaître, phrase qui soulève les protestations vigoureuses du colonel Rossi, qui répond n'avoir rien pu faire par manque d'argent. Les paroles enflammées du fougueux vice-président n'empêchent pas M. Charles Pietri de persister dans sa défiance.

— Les paroles ne servent de rien, dit-il, et l'amour du pays, s'il est sincère, doit se traduire en actes. Les gouvernements successifs ont volontairement maintenu la Corse dans la misère pour la forcer à exporter ses enfants. C'est pourquoi le salut de la Corse ne peut se

réaliser que par le front populaire. Les Etats Généraux, poursuit-il, sont engagés dans un mauvais chemin et ils n'ont pas vraiment travaillé pour le relèvement de la Corse.

M. Lambroschini, au nom des associations qu'il représente, adresse ses félicitations aux Etats-Généraux. Puis M. Pierre Rocca demande compte aux dirigeants de leur activité depuis un an. Le colonel Rossi lui répond par l'énumération de ses interventions auprès du Conseil général et des parlementaires et par son espoir de prompts résultats.

M. Rocca trouve ces résultats trop peu concrets. Puis M. Antonini, du journal *l'Echo de la Corse*, fait un lourd grief aux Etats Généraux de n'avoir pas su renforcer le contrôle des pouvoirs publics.

M. Paoletti intervient pour l'accélération des débats, mais comme du tumulte semble vouloir se produire, la séance est suspendue.

A la reprise, M. Valère Battini souligne l'importance du groupement maintenant réalisé des associations d'immigrés corses et développe à nouveau la nécessité d'une action cantonale et régionale. Pas besoin de fonder un troisième parti insulaire, dit-il, il faut faire la guerre aux clans. Ce n'est pas sur ce terrain qu'on l'engagera. A la rigueur il accepterait le procédé aléatoire du refus de l'impôt. Il n'y a pas grande chance que les élus corses démissionnent en signe de protestation

contre le marasme de leur département. Un ordre du jour dans ce sens serait cependant une conclusion heureuse au congrès..

M. Pietri propose en outre une manifestation à Paris et l'envoi d'une délégation à la présidence du Conseil. Toutes ces propositions sont adoptées d'un enthousiasme unanime, ainsi que le principe d'un télégramme proposé par M. Pierre Rocca et qui invitera les pouvoirs publics à rapporter sur le champ la circulaire Cassez ou à prendre sans tarder les mesures propres à compenser en Corse l'effet des décrets-lois.

Emmanuelli.

(*Marseille-Matin*, 30-8-35).

Les séances des Etats Généraux de la Corse ont pris fin jeudi soir, dans les salons de la Maicie, après trois jours de labeur assidu et continu.

Des rapports sur les principales questions intéressant l'avenir de la Corse, ont été lus et applaudis au milieu de l'enthousiasme d'un auditoire peu nombreux, mais convaincu de la grandeur d'une si belle cause.

Un ordre du jour de protestation contre l'incurie et la faiblesse des gouvernants et représentants, a été voté à l'unanimité.

Les Etats Généraux, comme ils sont institués et d'accord avec un programme patriotique de grande envergure, ne sont pas con-

damnables. Bien au contraire, ils méritent toutes les adhésions et toutes les sympathies.

Hélas! trois fois hélas! Nous craignons qu'ils ne soient condamnés. Ils sont, eux aussi, de ce monde « où les plus belles choses ont le pire destin! »

Mon charmant ami Lorenzi de Bradi a dit dans son remarquable discours d'ouverture : « Il y a des paroles qui sont des actes ».

Moi je veux bien le croire. Mais où sont les paroles d'antan ?

(*Bastia-Journal*. 1-9-35).

« Les Etats Généraux de la Corse » ont donc tenu leur second Congrès — je dis second parce qu'il n'y en aura pas un troisième — à Bastia, les 27, 28 et 29 Août, dans la salle des délibérations du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville.

L'ouverture en a été faite par M. Jacques Olivari, 2^e adjoint, M. Emile Sari et son premier adjoint étant l'un en tournée d'inspection de nos fortifications de la frontière de l'Est au titre de rapporteur du Budget de la Guerre au Sénat, car dans notre singulière République, les médecins s'occupent de fortifications, les avocats de finances, un financier est ministre de la Marine, ce qui est dans la tradition française puisque Colbert était courtan de boutique ; l'autre est en balade et fait son tour de France, promenant son importance du

Mont Dore pour la gorge, à Lourdes par dévotion, à Biarritz par chic, à Deauville par snobisme et à Paris pour voir la Colonne, le tombeau de l'Empereur, et la Lampe du Soldat Inconnu.

M. Jacques Olivari n'est pas orateur, mais il le sait et il n'abuse pas de la parole : qu'il me permette de le féliciter ici de sa discrétion. Le sympathique représentant de Bastia, en quelques phrases simples qui contrasteront avec la pompe des discours qui vont suivre, salue les congressistes, souhaite la bienvenue aux visiteurs, exprime des vœux pour la fécondité des travaux du Congrès, et passe avec satisfaction la parole à M. Michel Lorenzi de Bradi, le très sympathique et excessivement distingué président des Etats Généraux, qui n'attendait que cette politesse pour monter sur le trépied et se lancer à corps perdu dans la redoutable aventure....

Le discours de M. Lorenzi de Bradi, écrit pour une foule de quelques centaines de délégués de tous les groupements corses du globe, est lu, est prononcé, est déclamé du ton sur lequel il est écrit, mais il tombe de trop haut sur les crânes d'une douzaine d'auditeurs officiellement mandatés pour l'entendre, dont la moitié sont les dirigeants des Etats Généraux, les organisateurs de la parade et les fabricants de rapports, doublés par une douzaine de curieux et de journalistes.

Ce discours déclamé comme un poème, avec un art consommé du geste et la voix bien timbrée d'un baryton-martin, mais avec le savoureux accent du terroir sartenais, est le discours d'un poète, d'un romancier, d'un homme de lettres, d'un poète qui se nourrit de rêves, d'un romancier qui vit de fictions, d'un homme de lettres qui se paye de mots, c'est l'œuvre d'un homme pour qui les mots sont des actes, les seuls actes possibles.

Je n'aurai pas la cruauté d'insister sur les faiblesses de ce morceau de bravoure : j'ai déjà assez écrit de... blagues, trop peut-être, sur le charmant homme qu'est Michel Lorenzi de Bradi, poète égaré, fourvoyé, perdu dans une bagarre qualifiée économique, mais en réalité politique, où il ne comprend rien, même pas qu'on s'est servi de son nom comme d'un pavillon de candeur.

Je dirai seulement que ce discours a été le digne prélude d'un concert cacophonique qui a duré trois jours et que c'est le chant du cygne du président des Etats Généraux. J'ai dit cela en sortant, à la fin de cette courte séance, et ça m'a été reproché presque à crime par divers orateurs, pendant trois jours. Je ne m'en dédis pas, mais je rectifie le sens de mon propos, car si le congrès avait un air d'enterrement le mardi, il prit allure de meeting le mercredi, et finit en embrassades le jeudi.

A la sortie de cette première séance d'ou-

verture on a le plaisir de revoir des amis perdus de vue depuis longtemps ; de serrer la main, sans rancune, à des adversaires avec qui on a polémique parfois avec vivacité et pas toujours avec courtoisie ; de faire connaissance avec des compatriotes qui sont toujours mieux vus de près que jugés de loin : j'ai revu Battini qui m'a rappelé des souvenirs vieux de vingt-cinq ans, aux temps héroïques du syndicalisme révolutionnaire, quand on révoquait les postiers, quand on mobilisait les cheminots, quand on traquait les instituteurs, quand nous écrivions à *Avanti!*, quand nous étions hervéistes, quand Pierre Laval était avocat de la C.G.T. ; j'ai serré la main aux équipiers de *A Muvra*, aux chefs du **P.C.A.**, du **Partitu Corsu Autonomista**, gens sans peur, sinon sans reproches et infiniment sympathiques comme tous ceux qui bravent les autorités et les préjugés établis et je n'ai pas craint de me compromettre en la compagnie des deux frères Petru et Matteu Rocca et de Yvia-Croce dont le physique fait un si amusant contraste avec celui des Rocca : autant ceux-ci sont courts et larges, carrés et solides, de masque puissant et coloré, autant l'autre est long, fluet, de masque fin et pâle ; j'ai serré la main de Charles Pietri, de *l'Émancipation de la Corse*, dont j'aurai l'occasion de dire un autre jour tout le bien que je pense ; j'ai fait la connaissance de mon ancien

contradictéur de l'*Echo de la Corse*, aujourd'hui rameur sur la galère *Marseille-Matin* battant pavillon Jean Fraissinet : M. Jean Emmanuelli, polémiste redoutable, journaliste érudit, chroniqueur agréable est un charmant compatriote, un excellent confrère et un homme d'avenir ; je ne puis éviter Michel Lorenzi de Bradi qui marche sur moi le chapeau sur l'oreille, la canne menaçante, mais le sourire en coin sous la fine moustache grise, et qui, gentiment, me reproche de l'avoir avec un peu trop d'insistance pris à partie depuis un an, il me le reproche, mais ne m'en garde pas rancune ; Petru Rocca me présente au colonel Rossi, qui n'a pas du tout le type vieillotte culotte de peau des colonels de mon temps, de ceux qui ont été pour l'immortalité les Ramollot et les Ronchonnot : Rossi est jeune, joufflu, rose et si ce n'était pas sa jambe raide, son bras ankylosé et sa rosette de commandeur à la boutonnière, personne ne deviendrait sous son apparence bourgeoise, l'ancien militaire professionnel, le héros de la guerre ; je le lui dis, il me rend la politesse, et essaie de me convaincre de l'utilité, de la nécessité des Etats Généraux, utilité et nécessité dont je ne disconviens pas, mais dont les résultats me paraissent problématiques étant donnés les moyens préconisés jusqu'ici pour y parvenir ; j'ai rencontré Jean-Wallis Padovani poète *du Vent, de la Mer et du Sable*, haut

fonctionnaire des P.T.T., conseiller municipal de Nice, qui est bien le Corse le moins prétentieux que je connaisse ; à côté du colonel Rossi, j'ai connu le commandant Arrighi, autre mutilé, vieux soldat tout jeune, corse 100%, d'une franchise plus que militaire, d'une franchise qui lui a fait avouer en plein congrès des choses que les vieux routiers n'avouent jamais : Arrighi a convenu, lui qui vit à Paris, être dépaycé, non seulement à Bastia, qui lui paraît une ville quelconque du midi de la France, mais dans son village natal, qu'il a quitté vers la vingtième année, où il revient cependant tous les étés passer ses vacances, mais qui ne ressemble plus au village de son enfance, c'est à-dire, à l'image qu'il en avait conservée dans son souvenir, confirmant ainsi tout ce que j'écris depuis un an sur l'abîme qui sépare l'esprit corse de Corse de l'esprit corse de Paris, de Marseille, de Toulon, de Nice, de l'Afrique du Nord, ou colonial ; le commandant Leca, ardent protagoniste du front populaire d'Ajaccio, s'oppose curieusement au colonel Rossi, croix de feu qui ne s'en vante pas, qui s'en défend même avec véhémence en se vantant de ses origines plébéiennes : Leca profitera du congrès pour faire de la propagande socialiste, comme Pietri fera de la propagande communiste, comme Rocca fera de la propagande autonomiste ; ah ! Battini aura besoin de toute son habileté

de manœuvrier pour sauver les Etats Généraux de la débâcle immédiate et empêcher le congrès, devenu meeting, d'échapper au contrôle du bureau : il était temps que ça finisse et les Etats Généraux doivent à Valère Baltini une fière chandelle, et à Charles Pietri.

Hors la demi-douzaine de délégués d'outremer, trois seuls délégués corses de Corse jouent un rôle actif : ce sont MM. Martini qui présente un rapport sur l'enseignement primaire, Paoletti qui représente son rapport de l'an dernier sur le reboisement, et Renucoli qui relit son très remarquable travail sur la Rénovation économique de la Corse, travail publié par le *Courrier de la Corse*, et que le *Petit Bastiais* republie avec un chapeau dont le ton dithyrambique est dans les habitudes de la maison quand il s'agit des amis.

Le triomphateur du congrès a été, à mon avis, Charles Pietri, qui en a été l'orateur principal pendant les discussions, qui a toujours dominé les débats et qui avait la cote, la sympathie, l'oreille du public local composé de jeunes gens, ouvriers, employés et écoliers, sinon des bourgeois de Paris et des fonctionnaires coloniaux, auditeurs officiels.

.....
Quelqu'un, qui visait Petru Rocca, a demandé si nous étions entre Français et si on devait tolérer i lucchesi. Je ne sais ce qu'a répondu Rocca dans le bruit soulevé par cette

question, mais j'ai bien eu envie de répondre :
NE FRANCESI, NE LUCCHESI, CORSI ! Le
propos a été tenu par un officiel : LA CORSE
AVANT TOUT !

Les colonels, les commandants, les capitai-
nes en retraite, les décorés de la Croix de la
Légion d'honneur, de la Croix de Guerre, de
la Médaille Militaire, des palmes ou du poi-
reau ; les candidats à une de ces décorations
dont le galvaudage ne diminue pas le presti-
ge ; les lauréats d'Académie, les candidats à
l'Académie, les amis des ministres anciens,
présents et futurs, ne peuvent que crier : Vie
ve la France... quand même ! même si la Cor-
se crève. Pour eux les misères de la Corse ne
sont que prétextes à clamer leur indéfectible
attachement à la *Mère Patchie*, à la *Grande
Patchie*.....

Et c'est pour cela que la France se fout de
de la Corse et des Corses.

Ça va peut-être changer, et il pourrait se
faire que la création des Etats Généraux, que
j'ai critiquée, soit en définitive le commence-
ment d'une ère nouvelle pour notre Corse.

Car voici l'ordre du jour qui a clos les dé-
bats un peu confus, mais passionnés des jour-
nées des 27, 28, et 29 août 1935.....

Et voici le texte du télégramme annoncé
plus haut, adressé séance tenante à Monsieur

le Président du Conseil des Ministres, chef du
Gouvernement de la République Française...

.
Au prochain numéro plus amples détails
sur ce congrès, que j'ai qualifié GRANDE PA-
RADE et qui pourrait être une GRANDE ES-
PERANCE.

Antoine Trojani.

(*La Corse Libre*, Bastia, 1-9-35).

Oh ! les États Généraux de la Corse n'eurent
ni la grandeur tragique, ni la majesté de ceux
de 1789 et, nous craignons fort qu'ils n'aient
pas les mêmes conséquences ; et cependant
nul plus que nous ne souhaiterait qu'une ré-
volution économique, dûe à la généreuse ini-
tiative de leurs promoteurs, vienne boulever-
ser la surface de l'île.

A défaut de gardes suisses et de gardes
françaises, on vit cependant, quelque temps
avant l'ouverture de chaque séance, six gar-
des-mobiles, armes à la bretelle, s'engouffrer
dans quelque salle voisine ; une bonne dou-
zaine d'agents occupaient le vestibule et le
jardin ; cependant, que dit-on, d'autres pe-
lons de gardes-mobiles étaient tenus en ré-
serve dans une caserne voisine.

Vaine précaution. Il y eut des éclats de voix,
des imprécations, des interruptions, des in-
terpellations faites avec la violence passion-

née que notre race apporte dans tous les actes de la vie publique et privée. On se borna aux gestes et aux paroles : peut-être gestes et paroles deviendront-ils des actes et des réalisations ? Nous le souhaitons et nous voudrions que l'organisation d'un Congrès dont le sujet est aussi important, eût été un peu plus soigneusement préparé. Il semble que la presse locale, très favorablement disposée, quoiqu'on en ait dit, à insérer tous les communiqués possibles, n'ait reçu que fort peu d'informations préliminaires.

Quant aux rapports, presque tous eussent gagné à être examinés en commissions avant leur lecture à l'Assemblée générale. Ainsi auraient disparu beaucoup de phrases inutiles de redites, et parfois, de quiproquos.

Les têtes de Turcs des congressistes furent la politique de clan, les décrets-lois et la Compagnie Fraissinet. Sur ces trois points, l'accord fut unanime entre toutes les fractions représentées.

Disons, enfin, qu'après quelques nuages soulevés notamment par des interventions de M. Charles Pietri, communiste, et M. Petru Rocca, autonomiste, s'établit un accord final en vue d'une action énergique auprès de nos représentants au Parlement et auprès du gouvernement.

(*Gazette du Lundi*, Bastia, 2-9-33.)

C'est d'une façon assez imprévue, sinon sur un vrai coup de théâtre, que s'est terminé le deuxième congrès des États Généraux. L'ordre du jour qui l'a clôturé est d'une telle importance qu'il rend oiseux le développement des réflexions que pouvaient suggérer l'organisation des séances et la marche des travaux proprement dits.

Nous ne demanderons donc pas pourquoi le bureau avait publié un programme et un règlement dont il ne s'est ensuite nullement soucié. Nous ne demanderons pas, du moins pour le moment, de quel droit il considère comme votés à l'unanimité des vœux que l'on a soustraits à la discussion générale soit par manque de temps, soit par crainte d'une vive opposition et d'un scrutin douteux, comme c'est le cas pour le projet de loterie nationale dû à M. Lambroschini.

Nous ne chercherons pas davantage à tirer au clair une petite histoire extrêmement curieuse, celle des renforts de police qui entouraient la salle des délibérations, ni à savoir qui les avait appelés et qui les avait chargés d'interdire au public l'accès de l'avant-dernière séance, mesures inopportunes dont personne ne veut accepter la responsabilité ; un devoir plus urgent s'impose à notre plume.

Nous avons, dans nos comptes rendus télégraphiques, essayé de rendre fidèlement la physionomie des débats. Nous avons dit

tout ce que nous avons entendu et, vu, n'étant pas de ces journalistes qui, vils dans la flatterie et lâches devant la vérité, s'efforcent de cacher ou de dénaturer les faits qui leur déplaisent.

Les deux premiers jours avaient été mornes malgré l'intérêt que présentait l'évolution d'intrigues souterraines sur lesquelles nous tirerons un voile pudique tant elles suaviaient la peur et l'hypocrisie, tant elles étaient indignes des gros personnages qui les conduisaient.

M. Renucoli parla le matin du troisième jour. Du coup, tout le monde se réveilla. Car la conclusion de l'orateur était inattendue : il proposait que les États Généraux présentent désormais leurs candidats aux élections insulaires, ou donnent leur appui à un des partiens présents. Nous ne saurons jamais sans doute si, avant de proférer cette suggestion, il s'était mis d'accord avec les organisateurs.

Ceux-ci purent immédiatement se rendre compte que l'accueil de la salle, tant des délégués que du public, était plutôt frais. D'autant plus frais qu'un bruit fâcheux s'était répandu depuis quelques jours : ne disait-on pas que quelques membres du bureau rêvaient de fauteuils au Palais Lantivy ou au Palais-Bourbon ? Ne disait-on pas qu'ils étaient les prête-noms de multimillionnaires qui ambi-

tionnent de nous représenter à la Chambre ou au Sénat ?

La proposition Renucoli ne pouvait plus mal tomber. Un des vice-présidents l'adroit Valère Battini, y fit lui-même des objections ce qui sauva la face.

Il était pourtant nécessaire de prendre une décision. Laquelle ? Un banal encouragement à continuer le ralliement des énergies corses, à intensifier la propagande ? Mais les Etats Généraux ont trop promis de l'action immédiate, avant même leur premier congrès, ils affirment trop que la situation désespérée de la Corse appelle des remèdes urgents, pour offrir une tisane aussi fade à une opinion qu'ils ont volontairement surexcitée. Et, d'autre part, le Front populaire ne l'entendait pas de cette oreille.

Car le Front populaire corse était là, récemment constitué par les communistes, les socialistes, l'Union générale des Corses et l'Union des fonctionnaires corses. Les porte-paroles, orateurs enflammés et tenaces, appuyés par la présence d'une soixantaine de partisans avaient littéralement dominé le congrès.

Les organisateurs, qui ne sont pas des sots, et qui voulaient à tout prix clore la session par un vote unanime, comprirent qu'ils ne pourraient l'obtenir qu'en s'inclinant devant les exigences des extrémistes, la mort dans l'âme. Comme à Ajaccio, ce fut Valère Battini.

ni, vieux syndicaliste de la C. G. T., rusé comme pas un et malin plus encore, qui sauva la situation. Promu à l'emploi de terre-neuve périodique, il sut présenter avec élégance la capitulation sans gloire du bureau, car il n'est point d'autre mot pour qualifier la volte-face du dernier quart d'heure de celui-ci.

Du coup les extrémistes à qui l'on promettait une campagne tendant au refus de l'impôt et à la démission de tous les élus corses, demandèrent encore une manifestation sur la place de la Concorde et l'envoi d'une délégation à la présidence du Conseil. On le leur promit, courageusement.

Et c'est encore sans aucune difficulté qu'on accorda au chef autonomiste l'envoi à la présidence du Conseil du télégramme qu'il présentait. Il eut le bon goût de ne pas abuser de la situation, mais il est probable qu'il n'aurait rien risqué non plus, au point où en étaient les choses, à réclamer l'application intégrale de son programme.

Aucun sacrifice ne coûtait plus rien au bureau pourvu qu'il en retire cette unanimité bénie.

Tels sont les faits ; chacun en tirera les conclusions conformes à son goût.

Nous n'avons cependant point encore tout dit. Il convient de relire cet ordre du jour qui (on n'en était pas à une bizarrerie près) ne fut rédigé qu'après que le principe en ait été

adopté.

Que dit-il ? Il exige le retrait de la circulaire Cassez, qui supprimait les crédits d'assainissement ; il exige que le gouvernement étudie des moyens spéciaux de compenser la lourde perte que les décrets-lois infligent aux finances des Corses ; si satisfaction n'est pas obtenue, on prêchera la grève de l'impôt.

Or, il paraît que, pour de bon, l'action conjugée des parlementaires corses et du Conseil général de l'île va aboutir au retrait de la circulaire Cassez.

D'autre part, il ne sera pas malaisé de faire dire aux pouvoirs publics qu'ils vont étudier chez nous la répercussion des décrets-lois et les aménagements fiscaux susceptibles de l'atténuer.

En résumé, les Etats Généraux pourront déclarer à brève échéance sans doute : « La circulaire Cassez est rapportée, le gouvernement a entrepris l'étude sollicitée, nous avons atteint le but que vous nous fixiez, et nous n'avons pas à recourir aux méthodes violentes que vous préconisiez ».

Et après ? Le relèvement de la Corse sera-t-il réalisé pour cela ? Comment y parviendra-t-on ? Le congrès est resté muet sur ce chapitre. Si bien que l'année prochaine, il sera loisible aux organisateurs de revenir, à Corté, à Scanafaghiaiccia ou à Santa Disgraziata, en tenant, avec leur bonne foi coutumière, le lan-

gage suivant : « L'objectif limité que vous nous aviez assigné, nous l'avons conquis. Quant au reste, vous ne nous avez pas donné les moyens d'agir ». Car cette fois-ci déjà, ils s'excusaient de leur inaction par l'impossibilité où l'on s'était trouvé, l'an dernier, de leur tracer une ligne de conduite.

Quant aux extrémistes, ils se trouveront très vulgairement « chocolat ». C'est tout ce qu'on veut.

C'est très habile, c'est trop habile. Ces finasseries, ces roublardises, ces tortillements d'échine, rappellent fâcheusement les pires maquignonnages électoraux. Nous aurions mieux aimé que des hommes nouveaux nous apportent des méthodes nouvelles, ne nous contraignent pas à demeurer dans le climat délétère des « combinazioni », qui n'est pas digne des Corses et dont nous avons déjà trop souffert.

Nous savons bien que les apôtres de 1935 ne peuvent ressembler aux apôtres de jadis ; nous aurions été heureux cependant qu'ils sachent passer ailleurs que par les escaliers dérobés et les portes de service.

Notre conclusion à nous sera très simple ; qu'on se réfère aux articles que nous avons écrits au mois d'avril, dans ces colonnes, sur les progrès de la propagande marxiste en Corse. On verra que nous n'avons rien exagéré.

Et ceux qui ne veulent pas du marxisme sauront que penser des hommes qui compo-

sent avec lui l'espoir naïf de s'en dépêtrer, quand ils auront regagné les bords de la Seine. Les extrémistes ne lâchent pas ceux qu'ils ont une fois accrochés ; ces messieurs des Etats Généraux pourraient bien s'en apercevoir bientôt et se mordre les doigts de n'avoir pas eu à Bastia l'attitude loyalement énergique que nous nous croyons en droit d'attendre du moindre de nos compatriotes.

R. Emmanuelli.

(*Marseille Matin*, 9-9-35)

Plusieurs délégués au Congrès de Bastia ont été surpris, émerveillés des conclusions de nos travaux. « Comment, disaient-ils, avez-vous pu faire pour obtenir cette unanimité dans vos décisions ? Vous aviez contre vous les pouvoirs publics ; des gendarmes et des gardes, venus des différents centres de l'île, étaient casernés à Bastia pour faire croire à la population que le « *Grand Soir* » était proche ; une partie de la presse avait reçu l'ordre de ronfler durant tout le Congrès.

« D'un autre côté et pour des fins inavouables, une campagne avait été préparée, notamment à Ajaccio, où des tracts mensongers et anonymes avaient été imprimés. De plus, le dernier jour, vous aviez commis l'imprudence de laisser entrer le public et des orateurs sans mandat, sans expérience aussi, ve-

naient vous critiquer librement. La démagogie la plus verbeuse pouvait ainsi se déchaîner et nuire à vos travaux.

« C'est vraiment une chance que tout se soit bien passé.

« Le calme, la diplomatie et l'esprit de patriotisme dont est animé le bureau ont tout arrangé. [C'est un triomphe pour vous que d'avoir pu désarmer l'opposition, concilier des idées qui semblaient contraires et finir vos assises dans une ambassade générale et par un banquet de réelle fraternité corse... »

Nous croyons avoir réussi dans une certaine mesure, mais nous n'avons réussi que parce que tous les délégués nous ont apporté leur dévouement, leurs connaissances, leur désintéressement et surtout leur bon cœur de Corses.

L'importance des décisions prises peut échapper aux regards de ceux que la politique alimentaire a viciés. Ces décisions orientent et fixent notre action future, et tendent à rattacher la famille et le village à la vie sociale. C'est pour nous un beau résultat.

Quand ces résultats furent acquis, quand tout le travail sérieux fut terminé, le bureau des Etats Généraux a estimé que nous pouvions « ouvrir les vannes » et laisser libre cours aux critiques et aux attaques.

Certains de nos amis nous ont reproché cet-

te largeur d'esprit. « Pourquoi, nous ont-ils dit, ne pas régler le temps de parole comme l'exige le règlement de tous les congrès ? Pourquoi permettre à des gens qui ont toujours combattu les Etats Généraux et n'y ont jamais adhéré, de venir vous attaquer, pour quoi risquer un sabotage qui avait été annoncé et préparé ? »

Nous ne contesterons pas la justesse de ces observations.

Mais quoi, il faut bien le dire, nous sommes des Corses avant tout, nous aimons la liberté et la bataille et les risques eux-mêmes ont pour nous tous leurs attrait et leurs beautés. Et d'ailleurs, en cas d'échec du Congrès, nous aurions pu facilement situer et établir les responsabilités.

Enfin, nous avons aussi des avantages à escompter de cette libre critique. Nous sentions en nous des forces qui nous permettaient d'espérer de bons résultats et nous avions conscience, ayant fait tout notre devoir, d'avoir la conscience tranquille.

Et si surtout nous pouvions faire disparaître des malentendus qui auraient pu se créer entre Corses de bonne foi et courir la chance d'établir une entente générale, heureuse et féconde pour la Corse !

Voilà pourquoi nous avons accepté, voire même recherché ce débat public et contradictoire. Le résultat sur ce point a dépassé tout

tes nos espérances.

Mais il serait injuste, contraire à la vérité, d'attribuer cette entente à quelques personnalités, à qui on attribue je ne sais quelle habileté manœuvrière et machiavélique. Ce serait diminuer l'importance des Assises de Bastia que de ne pas vouloir reconnaître l'effort de conciliation et l'esprit de tolérance de tous les orateurs qui se sont succédés à la tribune du Congrès.

La réalité est que les Etats Généraux sont la seule et dernière expérience qui reste à faire pour sauver la Corse ; la faillite des clans n'est plus à démontrer, ceux qui détiennent le pouvoir peuvent encore rendre quelques services personnels ou faire peur à des fonctionnaires, mais la crise générale ne sera résolue que par des méthodes et des forces nouvelles que seuls les Etats Généraux pourront rassembler.

Seuls, les dirigeants actuels, ceux qui vivent des misères de la Corse, les satisfaits, les gens en place, peuvent souhaiter la disparition de notre mouvement, et il est assez clair qu'ils cherchent à exploiter les formations et les tendances sociales de quelques-uns d'entre nous pour empêcher la libération et l'affranchissement du peuple corse. . . .

Valère Battini.

(*Le Courrier de la Corse*, organu di i S. G.,
Parigi, 14-9-35)

... Bien que, dans son vibrant discours d'ouverture, M. Lorenzi de Bradi, Président des Etats Généraux — après une poignante description du « fardeau de misères qui se fait sentir lourdement » sur la Corse — n'eut pas manqué de faire appel à « l'union de tous les Corses », à quelque parti qu'ils appartiennent, la discussion sur la politique des Etats Généraux donna lieu à de vifs et passionnés débats.

Comme l'indique le « Courrier de la Corse », le débat fut « prodigieux » par moments confus, voire même violent ».

En ce qui nous concerne, bien que nous tenant en dehors des Etats Généraux, nous ne manquerons pas d'appuyer toute manifestation ayant pour but de faire aboutir les légitimes revendications de notre Ile infortunée.

Pour donner à nos lecteurs une idée de l'atmosphère des débats des Etats Généraux, nous reproduisons ci-après, un compte-rendu de notre rédacteur en chef.

Soccia, le 4 Septembre 1935.

Là où le peuple n'est pas, il n'y a ni vie, ni clan, ni passions, et encore moins travail utile. Les dirigeants des Etats Généraux ont découvert ces vérités premières à Bastia. Deux ou trois hommes se sont crus forts, puissants, capables à eux seuls de faire la régénération de tout un pays. On nous avait, en effet, var-

té leurs mérites, que nous ne discutons pas du reste. On nous a dit : « Laissez-les faire, vous verrez quelle sera leur force ».

Nous avons laissé faire ; nous avons eu tort de temporiser, d'espérer l'impossible.

Ils étaient à Bastia une dizaine. Les deux premières séances furent ternes, languissantes, mortelles. Sans doute les rapporteurs avaient fait de louables efforts. Ils avaient accumulé des documents intéressants et où il y aura à glaner d'utiles choses. Ils étaient vengés, fiers d'avoir noirci de nombreux feuillets. Ils en commencèrent la lecture et l'ambiance glaciale leur ôta tout moyen.

« C'est l'enterrement de 5^e classe, l'enterrement du défunt sans fortune », lança Charles Pietri. Et cela menaçait, en effet, de finir, en cérémonie funèbre. Mais, entre temps une affiche du front populaire avait réveillé l'attention de la ville. Le mardi soir, Charles Pietri et Mori, parlèrent aux ouvriers bastiais, dans une salle trop exigüe, la foule débordant dans la rue. Le lendemain, il y avait du monde à l'Hôtel de Ville. Les séances des Etats Généraux devinrent animées. Deux doctrines s'affirmèrent : d'un côté les dirigeants et rapporteurs, imbus de leur supériorité. De l'autre, les travailleurs, résolus, ne comptant que sur eux-mêmes pour se sauver, et sauver la Corse. Et la superbe des dirigeants baissa, au point d'adopter toutes les solutions des man-

dataires du front populaire :

Enterré, le projet de loterie nationale, de M. Lambroschini; reléguée au magasin des accessoires, la création d'un tiers-parti, préconisé par M. Renucoli.

Charles Pietri, qu'on avait voulu écarter au début du Congrès, fit des propositions révolutionnaires : refus de payer l'impôt, demande de démission de tous les élus corses, manifestation place de l'Opéra et ces propositions furent votées *à l'unanimité*.

Il y eut mieux : *Petru Rocca, le chef des autonomistes, proposa et fit adopter à l'unanimité l'envoi d'un télégramme comminatoire au Président du Conseil. . . .*

Les dirigeants des Etats Généraux renieront-ils le travail qui s'est fait à Bastia et auquel ils se sont associés, une fois rentrés à Paris ?

D. Antonini.

(Echo de la Corse, Parigi, 15-9-35)

La principale pierre d'achoppement que rencontre l'entreprise des Etats Généraux est le choix des moyens à adopter pour faire aboutir les revendications dont ils ont dressé le programme.

Deux méthodes sollicitent leurs suffrages : la méthode légale et la méthode illégale.

Respecter la loi, respecter les institutions

établies, c'est s'adresser bien poliment aux élus du peuple et leur exposer ce qu'on veut, ce qu'on attend de leur diligence.

Mais il faut envisager le cas où les élus, après avoir fait de belles promesses, ne les tiendraient pas, ou même négligeraient d'en faire.

C'est tout envisagé, déclarent les extrémistes : nous pouvons d'ores et déjà être sûrs qu'ils ne bougeront mie, qu'ils plongeront nos revendications dans le sommeil béat et poussiéreux des dossiers qu'on oublie au fond des armoires.

Et même un grand nombre de citoyens qui ne sont pas des extrémistes avouent « in petto » que si grande est l'indolence des administrations, si profonde l'indifférence de nos représentants, qu'on ne peut espérer aucun succès de moyens d'action qui seraient dans un autre climat politique, normaux.

Restent alors les procédés révolutionnaires, comme la grève de l'impôt, ou semi-révolutionnaires, comme la démission collective des élus et les manifestations publiques.

Quelle a été l'attitude des Etats Généraux ?

En 1934, ils avaient promis de frapper un grand coup, sans préciser de quelle manière. Ils étaient obligés d'adopter cette attitude : n'auraient-ils pas promis une action décisive et foudroyante qu'ils n'auraient pas recueilli un grand nombre d'adhésions.

Il faut du tam-tam pour attirer le public. Au surplus les congressistes d'Ajaccio, passablement exaltés, abondaient dans ce sens: il fallait compter et composer avec eux. . . .

Revenus à Paris, à l'abri de leurs bruyantes ouailles, les organisateurs entendirent suivre la voie que leur indiquait le bon sens.

Du coup, et croyant peut-être qu'un excès compenserait l'autre, ils témoignèrent d'un soin exagéré de ne bousculer rien ni personne, et se cantonnèrent résolument dans les formes les plus stériles de la légalité.

Leur geste principal fut de soumettre au Conseil général de la Corse, un résumé, sous forme de brochure, des résolutions adoptées, que l'assemblée départementale a promis d'examiner.

Ici, nouvel incident: le résumé n'est pas complet.

On aurait en vain cherché, dans cette brochure le blâme au Conseil général d'avoir approuvé M. Doumergue et ses décrets-lois. On y aurait cherché encore plus vainement la moindre trace du « Quadernu di e rivendicazioni » élaboré par les autonomistes, et adopté comme tout le reste. . .

Est-il utile d'ajouter que les auteurs des vœux ainsi laissés dans l'ombre ne sont pas

contents, mais pas contents du tout ?

On a écarté même ceux dont le texte était irréprochable, mais dont l'origine aurait éveillé la suspicion et l'inquiétude des autorités constituées.

Donc, au bout d'un an, les Etats Généraux revenaient devant le public corse avec un bagage assez maigre et dans la situation suivante : ils s'étaient refusés à l'action énergique et extra-légale qu'il avaient promise au Congrès d'Ajaccio avec l'arrière-pensée de ne jamais s'engager dans cette voie périlleuse ; ils avaient fait auprès du Conseil Général une démarche demeurée sans résultat concret.

Nous examinerons dans un prochain article quelle fut, au Congrès de Bastia, leur attitude au point de vue qui nous occupe.

R. Emmanuelli.

(*Marseille-Matin*, 23-9-35)

Le deuxième Congrès des Etats Généraux de la Corse a eu lieu à Bastia, du 27 au 29 août.

Le Congrès a adopté sur la proposition de P. Rocca, directeur de *A Muvra*, l'organe des

autonomistes corses, la motion suivante :

Quand une Assemblée bretonne groupant toutes les associations militantes de Bretagne emploiera-t-elle un langage aussi énergique?

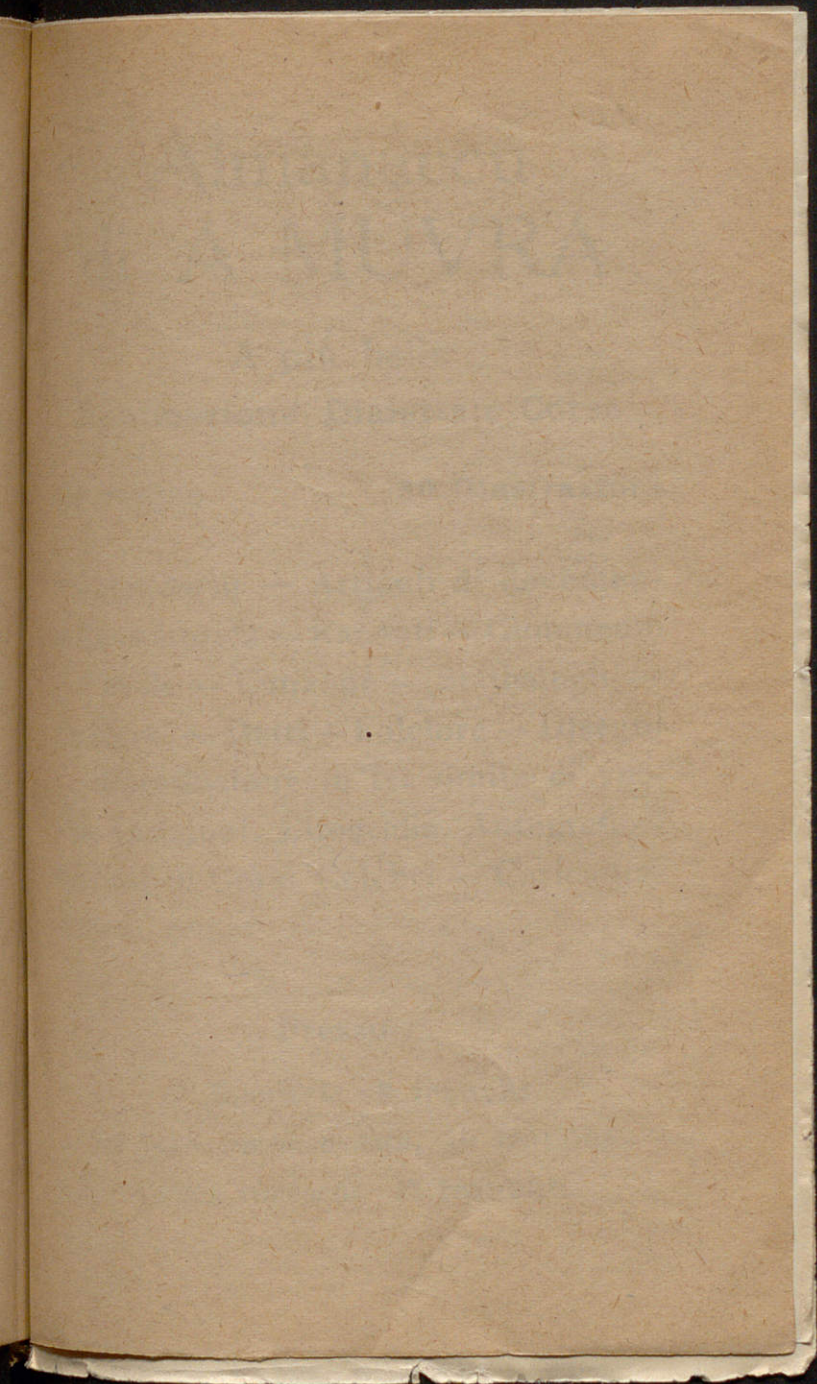
(*Breiz Atao*, Giornale di u Partitu Naziunale brettone, 29-9-35)

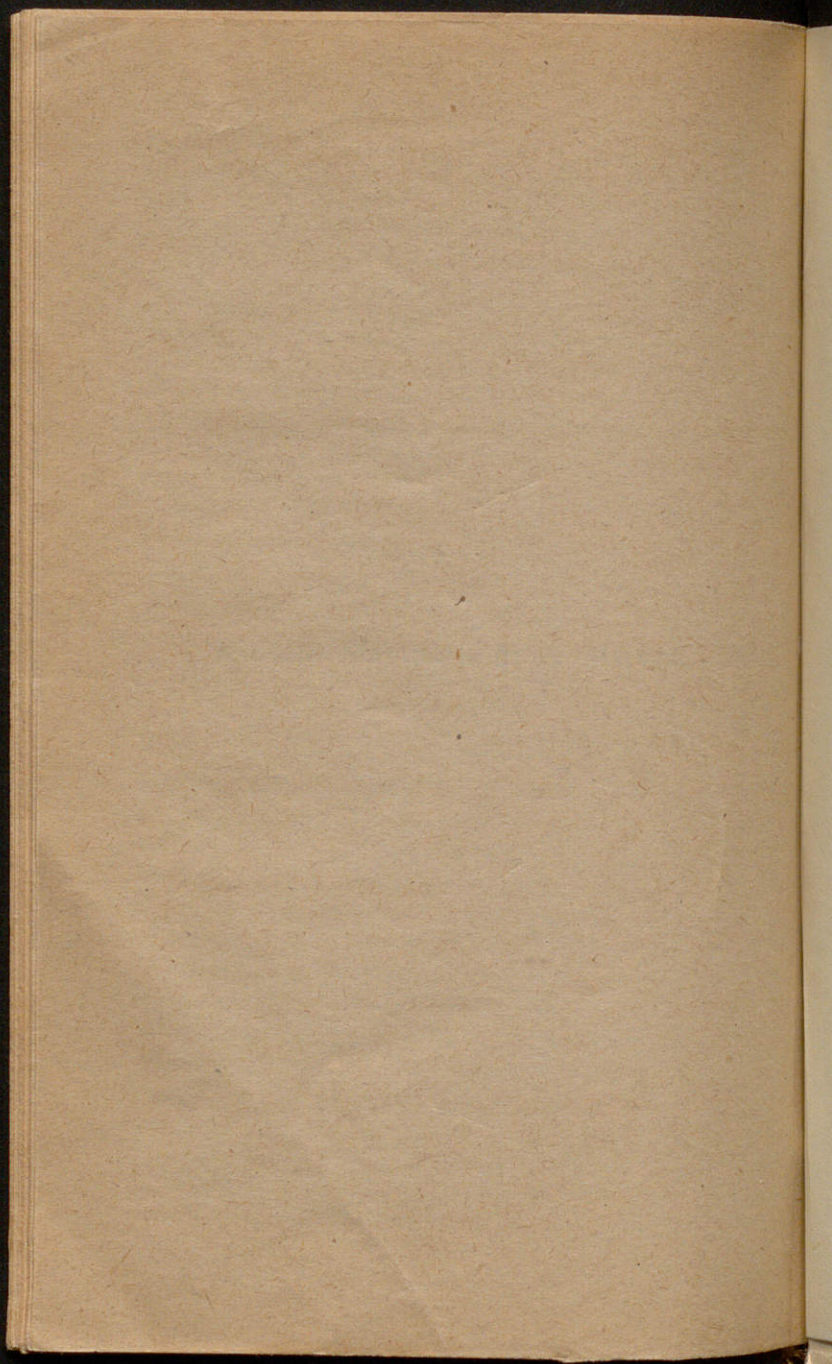
(FINE)

INDICE

U Secondu Cungressu di i “Stati Generali” di a Corsica. Resu-contu	5
Cose Stalbate	47
Ciò ch’elli dicenu l’altri	59

Aiacciu. Stamparia di **A Muvra**. 1935.





Almanaccu di A MUVRA

A più bella

Publicazione Dialettale Corsa

190 Pagine

80 Illustrazioni

Calendariu — Articoli di documentazione storica — Raconti — Cummedie — Poesie — Canzone — Stalbatoghj — Pruverbj — Detti — Folclore — Disegni — Riproduzione in fac simile di vecchie Incizioni, Litografie, Autografi — Ritratti di Corsi Celebri — Caricature — ecc., ecc.

Prezzo :

In Stamperia, 8 franchi.

Per posta raccomandatu, 10 franchi.

Contru rimborsu, 11 franchi.

Ultime Pubblicazioni di a Libreria di A MUVRA

GULLANA DI U TEATRU DIALETTALE

U Sampetracciu. — Arcanghiula. Cummedia in 3 atti. A storia d'una Cursachiola chi, avendu pigliatu a matarana in Parigi, torna a u paese duv'ella s'avvede di u ridiculu di e so' manere. 4 vol. ni 76 pag. 4 fr.

— **U "Basciglié" di Fifina.** Cummedia in 3 atti. U principj famigiali campagnoli in opposizione a l'educazione cittadina. 1 vol di 84 pag. 5 fr.

M. Alessandri di Chidazzu. — Elezioni. Cummedia in 4 atti. 1 vol. di 60 pag. 3 fr.

G. di a Grotta. — U Porta Calzoni. Cummediola in 1 attu. 1 vol. di 40 pag. 2 fr.

GULLANA STORICA

Souvenirs d'un Officier Royaliste par R. de R (a Rivoluzione in Corsica. (1787-1790). 1 vol. di 136 p. 5 fr.

I Primi Tempi di l'Occupazione Francese in Corsica (1772-1778), da un giornale di l'epuca. 1 vol. di 144 pag. 6 fr.

Ciornale del Viaggio Fatto nell'Isola di Corsica da Giacomo Boswel *con alcune Memorie del Generale Pasquale Paoli*, 1 vol. di 136 pag. 5 fr.

Lettere Inedite di Pasquale Paoli (1768-1769). Cun un ritrattu di Paoli. 1 vol. di 104 pag. 5 fr.

Lettere Inedite di O. Colonna d'Istria (1761-1769). 1 vol. di 132 pag. 10 fr.

Lettere Inedite di Santo Folacci (1760-1764). 1 vol. di 70 pag. 4 fr.

A. B. C. di Storia di Corsica. 1 vol. di 72 pag. en 20 figure. 1 fr. 50